



« S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble »



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Cellule de Lutte contre la Malnutrition



Intégration des programmes de nutrition et de sécurité alimentaire en situation d'urgence et pour le renforcement de la résilience

Rapport de l'Atelier de Formation

20-22 Octobre 2015,
Tambacounda - Sénégal



Avec le soutien financier de



Humanitarian Aid
and Civil Protection



Sommaire

I. CONTEXTE :.....	3
II. OBJECTIFS DE L'ATELIER.....	5
III. DEROULEMENT DE L'ATELIER.....	6
Introduction	6
Session 1: Contexte	7
Session 2: Analyse de la situation	8
Session 4: Suivi et évaluation des impacts nutritionnels des interventions	11
Sessions 5 et 6 : Coordination et étapes post-atelier	12
FOCUS SUR LES TRAVAUX DE GROUPE: ARBRES À PROBLÈMES ET À SOLUTIONS POUR LA MALNUTRITION	13
IV. CONCLUSION	17
1. Les recommandations de l'atelier	17
2. Principaux résultats de l'évaluation des participants	18
3. Clôture.....	18
ANNEXES	19
ANNEXE 1: <i>Liste</i> des participants	20
ANNEXE 2: <i>Agenda</i> de l'atelier de formation sur « Intégration de la nutrition et de la Sécurité Alimentaire », Tambacounda -Sénégal	23
ANNEXE 3: <i>Attentes</i> des participants	24
ANNEXE 4: <i>Obstacles</i> & Barrières pour l'intégration de la Nutrition et la Sécurité Alimentaire.	26
ANNEXE 5 : <i>Arbres</i> à problèmes et à solutions.....	27
ANNEXE 6: Liste des présentations d' <i>expériences</i> (en session parallèle).....	35
ANNEXE 7: Liste d' <i>indicateurs</i> « nutrition sensibles » (liste non exhaustive)	36
ANNEXE 8: Messages clés sur les indicateurs de S&E	37
ANNEXE 9: Compilation des travaux de groupe sur les <i>coordinations</i>	38
ANNEXE 10 : Les <i>recommandations</i> de l'atelier	39
ANNEXE 11: Détails de l' <i>évaluation</i> de l'Atelier Régional de Formation par les participants	41
ANNEXE 12 : <i>Plans d'action des départements</i> pour une meilleure intégration des programmes de nutrition et de sécurité alimentaire	47



I. CONTEXTE :

Dans la plus part des pays en développement, la malnutrition constitue un problème majeur de santé publique. La prévalence du retard de croissance diminue lentement à l'échelle mondiale, mais affecte au moins 165 millions d'enfants de moins de 5 ans en 2011 et au moins 52 millions d'entre eux souffrent d'émaciation¹ ou malnutrition aiguë.

Les conséquences de la malnutrition sont aujourd'hui largement documentées et se posent non seulement en termes de santé et de survie de la personne affectée, mais aussi en termes de développement intellectuel de l'individu, de sa productivité et affecte, in fine, de façon plus générale l'économie nationale. Des récentes études de la banque mondiale indiquent un manque à gagner de près de 10% pour l'individu, sur la durée de sa vie et une réduction pouvant atteindre jusqu'à 2-3 % du PIB. La malnutrition contribue à affaiblir le système immunitaire, rendant les enfants plus sensibles aux maladies infectieuses. Les carences nutritionnelles, le retard de croissance fœtale, les pratiques d'allaitement inadéquates, l'émaciation, les déficiences en Fer, vitamine A et en zinc sont la cause de 45% des décès des 3.1 millions d'enfants chaque année. Pour les enfants qui survivent de leur malnutrition, le retard de croissance acquis au cours des deux premières années de vie entraîne des conséquences irréversibles, y compris de faibles performances scolaires, puis une réduction du revenu à l'âge adulte et la naissance d'enfants de faible poids (malnutrition intergénérationnelle).

Certes, la tendance des différents types de malnutrition est à la baisse dans le monde, cependant le rythme de progrès des indicateurs cibles de nutrition de l'assemblée mondiale de la santé (Taux de réduction annuelle moyen, ou taux de croissance annuel moyen) pour la réalisation des objectifs de développement durable reste faible par rapport au rythme requis².

L'amélioration de l'état nutritionnel des enfants et des femmes en âge de procréer est un des objectifs que le Sénégal s'est fixé dans son Document de Politique Economique et Social (2011-2015), son Plan National de Développement Sanitaire 2009–2018 et, à l'instar de la communauté internationale dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Des actions essentielles ont été menées (révision du protocole national de prise en charge de la malnutrition aiguë, formation des prestataires sur la PECMA, équipement des structures en intrants nutritionnels et matériels anthropométriques, élaboration d'outils de gestion et de communication, renforcement de la coordination entre acteurs de la nutrition, intégration de la nutrition dans les stratégies avancées, fixes et mobiles et élaboration du guide de surveillance nutritionnelle...). Cependant, les différentes enquêtes et évaluations faites ces dernières années font état d'une précarité de la situation

¹ Robert E Black, et al. 2013. Maternal and child undernutrition and overweight in low-income and middle-income countries. Lancet 2013/Published Online June 6, 2013 [http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(13\)60937-X](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(13)60937-X)

² Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, 2014. *Rapport 2014 sur la nutrition mondiale : mesures et redevabilité en vue d'accélérer les progrès mondiaux en matière de nutrition*, Washington, DC.



alimentaire et d'une dégradation de l'état nutritionnel des enfants. En particulier, l'enquête SMART menée au Sénégal par la Division de l'Alimentation et de la Nutrition au cours de la période allant de juin à juillet 2014 dans les 14 régions et le département de Podor a montré une situation nutritionnelle toujours précaire. Dans la région de Tambacounda la prévalence de la MAG est passée de 11,8% (Ensan 2013) à 14,2% (SMART 2014), tandis que celle de la MAS est de 2,0% en 2014.

Face à ces niveaux de prévalence de la malnutrition et au nombre de personnes affectées, il y a un besoin urgent de s'attaquer plus efficacement aux différentes causes de la malnutrition (causes fondamentales, sous-jacentes, immédiates ou directes) et de construire des moyens d'existences davantage résilients au Sénégal. Cela pourrait se faire par une meilleure intégration des programmes de nutrition et de sécurité alimentaire et plus largement des programmes basés sur les moyens d'existence, et en considérant la nutrition comme porte d'entrée pour les programmes de renforcement de la résilience. La nutrition est intrinsèquement multisectorielle et les stratégies pour améliorer la nutrition devraient donc inclure les contributions de tous les secteurs impliqués directement et/ou indirectement. Dans une vision globale, le défi pour le Sénégal est donc de trouver les voies et moyens pour améliorer plus efficacement la nutrition. Il faudra que tous les secteurs concernés en fassent cause commune à travers une fédération des efforts en faisant preuve de complémentarité, de synergie d'actions, d'apprentissage mutuel et d'échange d'expériences sur le terrain.

Les initiatives pour une meilleure programmation restent encore limitées par un déficit de coordination multisectorielle et un manque de capacité à monter des alliances stratégiques entre acteurs. Le défi majeur reste celui de mettre les acteurs autour d'une même table pour élaborer une planification conjointe et identifier des dispositifs de suivi et d'apprentissage croisé des effets et impacts de leurs interventions.

C'est pour répondre à ces types de défis que la FAO a initié avec l'appui d'ECHO, un projet dénommé « **Développer les capacités pour améliorer l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire ; les études sur la sécurité semencière ; et la redevabilité envers les populations affectées** »³. Ce projet promeut via des ateliers de formation à asseoir le partage d'expérience, la planification conjointe des secteurs, le développement des synergies nécessaires pour combattre la malnutrition et renforcer la résilience, et vise à créer un pool de formateurs régionaux et nationaux capables d'appuyer les acteurs humanitaires qui désirent intégrer la nutrition dans leurs programmes.

Dans le cadre de ce projet, un premier atelier régional a eu lieu du 9 au 14 juin 2014 à Saly au Sénégal, en étroite collaboration avec les organisations humanitaires regroupant les acteurs du Mali, du Niger, du Tchad et du Burkina ainsi que des experts des bureaux

³Projet mis en œuvre par la FAO dans la Corne de l'Afrique, au Sahel (Tchad, Mali, Niger et Burkina Faso) et au niveau mondial. Voir : <http://www.fao.org/in-action/renforcement-des-capacites-pour-la-securite-alimentaire/>



régionaux⁴. Cet atelier a également permis de développer un pool de facilitateurs/formateurs nationaux capables de soutenir les acteurs humanitaires et les clusters ou groupes thématiques sur l'intégration de la sécurité alimentaire et de la nutrition à travers l'animation d'atelier(s) analogue(s) dans leur pays respectif.

C'est dans cette dynamique, que la Croix Rouge française (CRf), en collaboration avec la FAO et la CLM, via le projet ERC (Enhance Response Capacity) financé par ECHO, et à travers également les partenaires formés à l'atelier régional de Saly, a organisé du **20 au 22 octobre 2015**, un atelier similaire dans la région de Tambacounda regroupant les acteurs intervenant dans la sécurité alimentaire et la nutrition.

II. OBJECTIFS DE L'ATELIER

Cet atelier a pour but de contribuer à la lutte contre la malnutrition et à soutenir la mise en œuvre de l'initiative AGIR en renforçant les capacités des acteurs à mieux intégrer la nutrition dans les programmes de sécurité alimentaire tout au long du cycle de gestion de projet, afin de maximiser les impacts nutritionnels des interventions d'urgence et de contribuer efficacement, dans un élan de partenariat plus actif, à la réduction de la malnutrition et à l'amélioration de la résilience.

Plus spécifiquement, l'atelier vise à :

- i) Renforcer le dialogue entre les secteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition, afin d'assurer une compréhension commune et partagée des liens entre la nutrition et la sécurité alimentaire et d'identifier les opportunités de collaboration opérationnelle entre secteurs pour atteindre des objectifs nutritionnels communs ;
- ii) Partager les connaissances techniques et les bonnes pratiques en termes d'évaluation conjointe de la situation alimentaire et nutritionnelle, de conception et de mise en œuvre de programmes intégrés de nutrition et de sécurité alimentaire, et de suivi & évaluation de l'impact nutritionnel des interventions.
- iii) Expérimenter concrètement, via des travaux en groupe, une méthodologie de planification conjointe et participative (« S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble » proposée par la FAO) pouvant contribuer aux processus d'analyse et de planification à venir dans les régions, notamment ceux prévus dans le cadre de la programmation du 11^e FED
- iv) Contribuer à développer un pool de ressources humaines davantage outillé à faciliter ou co-faciliter des ateliers analogues et à améliorer les futures interventions

Autres résultats attendus de l'atelier :

Il était également attendu que les participants puissent, à l'issue de l'atelier :

⁴Les informations et *documents de l'atelier régional* sont disponibles sur : <http://www.fao.org/in-action/renforcement-des-capacites-pour-la-securite-alimentaire/evenements/detail/fr/c/218855/>



- Organiser une restitution interne et diffuser les principaux outils méthodologiques (notamment les arbres à problèmes et à solutions comme outils de planification conjointe), les documents clés et leçons apprises de l'atelier ;
- Organiser des restitutions et diffuser les outils de l'atelier au sein des rencontres de coordination/planification au niveau national et en région,
- Jouer un rôle actif dans les processus d'analyse et de planification conjointe à venir, notamment ceux prévus dans le cadre de la programmation du 11^e FED.

III. DEROULEMENT DE L'ATELIER

Cet atelier régional de formation organisé à Tambacounda regroupé, pendant 3 jours, 41 acteurs nationaux et internationaux (dont 6 facilitateurs) des secteurs de la sécurité alimentaire, de la santé et nutrition et des ONG locales et internationales intervenant dans 4 des départements de la région de Tambacounda (*Tambacounda, Diourbel, Goudiry, Koumpentoum*), ainsi que quelques représentants du niveau national (facilitateurs et la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM), Save The Children et WVI).

Au total, 13 structures différentes étaient représentées à cet atelier : 1 service technique (la CLM), 9 ONG internationales et locales, 3 agences du système des nations unies.

Cet atelier a été organisé et animé conjointement par la CRf, la FAO, la Croix Rouge sénégalaise (CRs) et la CLM. La liste détaillée des participants est présentée en [annexe 1](#).

La méthodologie d'ensemble utilisée a été essentiellement participative. Tous les communicateurs ont introduit leur thème dans une approche d'apprentissage réciproque et d'échange d'informations. Ensuite les thèmes ont été développés aux cours des travaux de groupes autour d'axes de réflexions tracés par les facilitateurs de l'atelier. Enfin les groupes se retrouvent en plénière pour la mise en commun et la partage des résultats des travaux de groupe.

De ce fait, l'alternance « travaux de groupes » et « plénière » a toujours été respecté avec une priorité donnée aux travaux de groupe. On trouvera en [annexe 2](#) l'agenda de l'atelier

Introduction

La première journée de l'atelier a démarré par le mot de bienvenue du gouverneur de la région et du Chef de projet nutrition de la CRf. Ils ont profité de leur allocation pour remercier ECHO et encourager les organisateurs et participants à être assidus et attentifs pour tirer profit de cette rencontre très enrichissante. Les attentes et le pré-test individuel des participants ont ensuite été recueillis par l'équipe de facilitateurs. De nombreuses attentes ont été exprimées par rapport aux *concepts* de base (SA et nutrition : 25 attentes), aux outils d'*analyse* (7 attentes), de *planification* (13 attentes) et de suivi-évaluation (5 attentes) pour davantage intégrer nutrition et sécurité alimentaire (voir [annexe 3](#)).



Session 1 : Contexte

Cette première session a permis aux participants issus des différents secteurs d'harmoniser leurs connaissances sur les concepts de base en sécurité alimentaire, en nutrition et sur les moyens d'existence ainsi que d'identifier les obstacles à une meilleure prise en compte de la nutrition.

La session a commencé par une réflexion de groupe autour de quelques affirmations de débats sur les liens entre la nutrition et la sécurité alimentaire :

- 1) La Nutrition est une composante de la Sécurité Alimentaire. La Sécurité Alimentaire est une composante de la Nutrition. Laquelle de ces déclarations est vraie ? Pourquoi ?
- 2) Tous les enfants âgés de moins de 2 ans et les femmes enceintes sont vulnérables à la malnutrition. Vrai ou faux ? Pourquoi ?
- 3) La malnutrition n'existe que chez les ménages en insécurité alimentaire. Vrai ou faux ? Pourquoi ?

Chaque groupe de table a pu échanger sur ces affirmations puis restituer en plénière les résultats de leurs débats

Dans un second temps, les groupes ont réfléchi à quels sont les obstacles et barrières à une meilleure prise en compte de la nutrition dans les interventions.

Les principaux obstacles ont trait à des :

1. Manques de connaissances et d'expertise pour l'intégration (ressources humaines, outils commun, cycle de planification, mandat et mission) : cités 9 fois
2. Faiblesses du cadre institutionnel (coordination, approche sectorielle des acteurs) : citées 6 fois
3. Ressources financières inadaptées : cité 2 fois

L'annexe 4 présente les obstacles identifiés de façon plus complète et détaillée.

La session s'est poursuivie avec plusieurs présentations afin de rappeler un certain nombre de concepts de base sur la nutrition, la sécurité alimentaire, les moyens d'existences et leurs liens.

Mr. Komlan Kwadjode (FAO) ont rappelé les concepts de base en nutrition : les différentes formes de sous-nutrition, le cadre conceptuel de l'UNICEF sur les causes de la malnutrition et les conséquences de la malnutrition. Les 4 piliers de la sécurité alimentaire ont également été présentés par Mr. Dieng MR. Mbaye Kane (SIF) ainsi que leur interrelation dans le schéma causal.

Madame Aminata Ndoye, Responsable des Opérations de la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM) a ensuite présenté la situation nutritionnelle au Sénégal et dans la Région de Tambacounda.

Mr. Diaba Ba (PAM) a présenté les caractéristique clés (sources de nourriture, profil des dépenses par groupe socio-économique) des différentes zones de moyens d'existences de la



région de Tambacounda. Il a également illustré comment les caractéristiques spécifiques des ménages pouvaient renseigner sur leur vulnérabilités à la malnutrition.

A l'issue de cette session, et en préparation aux travaux de groupe sur les arbres à problèmes et à solutions, 4 groupes de moyens d'existence importants au Sénégal ont été identifiés par les participants : agro-pasteurs/céréales, vallée du fleuve, sylvo-pastoral, agro-pasteurs/coton-arachide.

Session 2 : Analyse de la situation

Cette session a permis de présenter différentes méthodologies existantes et les types d'informations requises (et parfois manquantes) utiles à une analyse plus complète de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Cette session a débuté par trois présentations d'outils et de méthodologie d'analyse de la situation.

➤ Analyse et surveillance multisectorielle de la malnutrition (FAO)

Mr. Christophe Breyne (Bureau sous-régional de la **FAO** pour l'Afrique de l'Ouest) a présenté l'Analyse des causes de la malnutrition (Nutritional Causal Analyses, NCA) et le Listening Post développés par **ACF** dans la sous-région. La première (NCA) découle du constat que le point faible majeur de la programmation intégrée est le manque d'analyse des facteurs causaux locaux de la malnutrition liés aux problématiques d'accès monétaire à une alimentation diversifiée, aux problématiques de santé et également de comportements et pratiques néfastes de soins aux jeunes enfants. IL s'agit d'une méthodologie qui allie des enquêtes quantitatives (CAP, SMART) et qualitatifs (focus groupe, atelier de validation). La deuxième est un système de surveillance continu tout au long de l'année de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau des mêmes sites, ménages et enfants « sentinelles » (des données de marché, de santé, des enquêtes ménages sont collectées). Ces deux méthodologies furent illustrées par un exemple à l'Est du Burkina Faso, dans la région de Tapoa.

➤ Indicateurs pour la nutrition dans les enquêtes VAM

Mr. Diaba Ba (**PAM**) a fait un rappel des deux grandes catégories d'indicateurs de mesure de la sécurité alimentaire : les indicateurs de fréquence et de diversité alimentaire, et les indicateurs de comportement. Il a ensuite présenté plus en détail le Score de Consommation Alimentaire (SCA) et l'Indice simplifié de Stratégies de Survie (reduced Coping Strategy Index, CSI). Il a été aussi souligné l'importance d'analyser les informations désagrégées et détaillées de ces indicateurs (ou scores) afin d'améliorer la conception/dimensionnement des réponses de sécurité alimentaire.

➤ Système d'analyse intégré de la nutrition et la sécurité alimentaire (FAO)

Mr. Breyne Christophe (**FAO**) a présenté le Cadre Harmonisé comme un exemple d'un outil standardisé d'analyse conjointe de la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Sahel. Piloté par le CILSS, le Cadre Harmonisé propose un cadre de référence pour réaliser une



méta-analyse en se basant sur les données existantes de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cet outil pour une analyse multi-acteurs est utilisé dans les 17 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest incluant la Tchad, la Mauritanie. Les principaux indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle utilisés dans cette approche sont ceux de la consommation alimentaire, de l'évolution des moyens d'existence, de l'état nutritionnel et de la mortalité.

L'ensemble de ces présentations et des débats de groupe ont permis de souligner :

- La nutrition concerne l'individu et non pas le ménage ou groupe de personnes. C'est le seul moyen pour comprendre la nutrition maternelle et celle de l'enfant.
- La consommation alimentaire est un point d'entrée pour intégrer la nutrition et la sécurité alimentaire mais il reste encore des défis dans la collecte de données et de leur analyse conjointe ;
- Il y a encore très peu de méthodologies standards pour l'évaluation conjointe de la nutrition et de la sécurité alimentaire. Plusieurs nouveaux outils sont cependant en cours de développement et de mise à l'épreuve. C'est le cas pour la méthode de l'Analyse des Causes de la Malnutrition d'ACF.

➤ **Construire des arbres à problèmes pour la malnutrition**

Mr. Makan Coulibaly (**CRf**) a présenté la méthodologie des arbres à problèmes pour la malnutrition.

Nutrition et arbres à problèmes : comment peuvent-ils être utilisés ?

Un arbre à problèmes et/ou à solutions est une technique de visualisation pour arriver à une compréhension partagée des problèmes et pour les résoudre de manière participative. En effet, les participants identifient les causes d'un problème et les organisent selon leurs relations de cause-à-effet. À partir de « l'arbre à problèmes », les participants identifient les solutions en construisant un « arbre à solutions », qui est une image inversée de l'arbre à problèmes.

Dans un contexte de planification pour la Nutrition, la Sécurité alimentaire et le Renforcement de la résilience, les arbres à problèmes permettent une analyse participative de la situation et la conception d'un système d'informations intégrant des données de Sécurité alimentaire et de Nutrition.

Les arbres à solutions quant à eux soutiennent une programmation intégrée, la création d'un cadre commun de S&E et mettent en évidence les interventions possibles ainsi que les parties prenantes, tout en identifiant les lacunes existantes.

Lancement des travaux de groupe : les participants ont été invités à se répartir en 4 groupes de moyens d'existence correspondant aux 4 principaux moyens d'existence précédemment identifiés : *agro-pasteurs/céréales, vallée du fleuve, sylvo-pastoral, agro-pasteurs/coton-arachide.*



Chaque groupe devait construire l'arbre spécifique lié à un moyen d'existence. Les participants ont ensuite été mélangés afin de constituer des équipes mixtes de révision/feed back des arbres élaborés par les autres groupes. Chaque groupe initial s'est ensuite reconstitué pour amender son travail selon les commentaires reçus.

Après une présentation théorique sur les arbres à solutions, chaque groupe a transformé son arbre à problèmes en arbre à solutions en y apposant des propositions d'interventions ainsi que les acteurs concernés par chacune de ces activités. La [Partie 2](#) reprend plus en détail les éléments clés de la construction de ces arbres.

Session 3 : Analyse de la réponse et conception de projet

En introduction du deuxième jour d'atelier, un rappel des sessions et messages clés de la veille a été réalisé avec les participants. Ensuite, Mr. Komlan Kwadjode (**FAO**) a ouvert la journée avec une présentation sur le thème de la redevabilité. Il a illustré le *pourquoi* et le *comment* intégrer la redevabilité envers les populations affectées à chaque étape du cycle de projets à travers la participation, la représentation, la transparence, le partage d'information, l'implication et la communication envers les bénéficiaire, ce qui a permis d'expliquer d'avantage cette notion de redevabilité. Cette présentation a eu lieu en début de la 2^e journée, en amont de la révision des travaux de groupe sur les arbres à problèmes puis des travaux de groupe sur les arbres à solutions et leur maximisation nutritionnelle (cf. intra).

Neuf (9) présentations d'échange d'expériences et de leçons apprises des programmes existants ont été réalisées par les participants via 2 sessions parallèles (voir liste en [annexe 6](#)). A l'issue des présentations, des débats ont été organisés dans chacune des sessions autour des 4 questions clés suivantes :

- (i) quels sont les éléments qui *maximisent* les impacts nutritionnels ?
- (ii) quels sont les *éléments innovants* dans ces études de cas ?
- (iii) quels sont les potentiels *impacts négatifs* des interventions sur la nutrition ?
- (iv) comment ont été pris en compte les aspects de *genre* et de *redevabilité* ?

Les points clés suivants sont ressortis de cette plénière :

Les **éléments qui maximisent l'impact nutritionnel** des projets présentés incluent notamment : l'augmentation de la diversification alimentaire des ménages les plus pauvres ; le ciblage des plus pauvres et des plus vulnérables à la malnutrition ; la dotation de volailles et petits ruminants, la mise en place de dispositif de suivi évaluation avec des indicateurs mesurant les effets sur la SA, l'alimentation, la malnutrition et les revenus ; le renforcement des aspects participatifs favorisant l'appropriation et la durabilité des interventions.

Les **principaux éléments innovants** ressortis lors des débats concernaient, entre autres : le renforcement des liens entre les bénéficiaires et les fournisseurs d'intrants ou les Intermédiaires de Micro Finance ; les chaînes de solidarités entre bénéficiaires (dons de



bénéficiaires à d'autres) ; l'intégration d'activités de SA, de Nutrition et de protection de l'enfance ou l'intégration d'activités de nutrition couplées à des Activités Génératrices de Revenus (AGR) et des interventions WASH ; l'allocation de cash aux femmes enceintes pour augmenter le taux de consultations prénatales ; ...

Les risques d'**impacts négatifs** des projets sont, entre autres, les risques de zoonose et de maladies (entéropathies) liés à la distribution d'animaux du village ; création de dépenses additionnelles des ménages pour l'entretien des animaux. Un autre type de risque évoqué est la dépendance aux aides.

Enfin, les éléments de **prise en compte de la redevabilité et du genre** relèvent de l'implication des bénéficiaires dans toutes les étapes de mise en œuvre du projet c'est-à-dire depuis l'évaluation des besoins jusqu'à l'évaluation finale du programme via par exemple la mise en place de comité de sélection et de suivi, de restitution des résultats et de convention ainsi que de comité de plainte bien que cela soit plus rare. Les participants ont noté que la redevabilité était souvent bien prise en compte sans qu'elle soit toujours correctement documentée. Enfin, concernant **le genre**, les participants ont noté qu'il était pris en compte au niveau du ciblage et qu'il importe de considérer la notion d'équité et que la prise en compte du genre ne consistait pas à ne favoriser que les femmes au risque d'induire une diminution de la cohésion au sein du ménage et /ou avec la communauté.

Session 4 : Suivi et évaluation des impacts nutritionnels des interventions

Cette session, animée par Mr. *Komlan Kwadjode (FAO)* a permis de clarifier les concepts de base de suivi et d'évaluation, de différencier les indicateurs de processus et d'effets ou impacts, de présenter les différents schémas d'évaluation (base et end line, témoins, etc.) et d'apprendre à définir des indicateurs « nutrition-sensibles » permettant de mesurer les résultats nutritionnels des interventions, tout au long de la chaîne de suivi-évaluation (processus / produit / résultat / impact).

Le suivi doit être assidu, régulier et itératif durant toute la mise en œuvre du programme afin de pouvoir mesurer l'efficacité et les performances du programme (càd. intrants versus résultats). L'évaluation doit permettre de mesurer les effets du programme sur les résultats et les objectifs définis. Le projet RAIN (Realigning Agriculture to Improve Nutrition) a été présenté comme bon exemple de mécanismes de S&E d'un programme intégrant la nutrition et la sécurité alimentaire.

Suite à la présentation théorique, Mr. Makan Coulibaly (**CRF**) a demandé aux participants d'identifier plusieurs indicateurs « nutrition sensibles » pouvant être utilisés dans les programmes intégrés et de les organiser par thématiques (disponibilité, accès, consommation, environnement sanitaire, pratiques de soins, santé, état nutritionnel et genre). Les résultats des travaux de groupe ont été débattus et amendés. Ces indicateurs et les messages clés sur le S&E sont résumés en annexe 7 et 8. A titre d'exercice, il a été



demandé ensuite aux participants de chaque groupe de formuler des indicateurs de processus et d'effet ou impact d'une des interventions de leur arbre à solution.

Sessions 5 et 6 : Coordination et étapes post-atelier

Cette session a débuté par deux présentations de mécanismes de coordination pour la nutrition et la résilience au Sénégal. *Mr. Abdou Khadre Thioune (CRs)* a présenté l'initiative AGIR au Sénégal et son état d'avancement.

Mme Aminata Ndoye (*CLM*) a présenté la coordination multisectorielle de la nutrition au Sénégal.

Suite à ces deux présentations, des échanges ont eu lieu en travaux de groupe autour des questions suivantes :

- Quels sont les efforts de coordination réalisés dans la région de Tambacounda et entre les groupes de sécurité alimentaire et de nutrition ?
- Quels sont les défis restants ?
- Quelles sont les résultats et progrès constatés sur le terrain ?

Parmi les efforts de coordination constatés sur le terrain, on peut retenir :

- Une prise de conscience de la nécessité de mettre en place un cadre de coordination par les acteurs SA/NUT ;
- L'existence de cadre de concertation dans certains départements ;
- Une synergie entre les acteurs de la santé ;
- Des rencontres informelles entre acteurs ;
- Un appui en ressources humaines, logistiques et matériels entre acteurs ;
- Une harmonisation des méthodes et des types d'interventions ;
- Un encouragement des bailleurs à plus de coordination intersectorielle.

Les difficultés et défis constatés par les participants ont trait à :

- L'absence de cadre de concertation et de synergie entre différents acteurs (cité 6 fois) ;
- Le manque de planification conjointe entre acteurs opérationnels (cité 2 fois) ;
- L'absence de cartographie des intervenants ;
- Le manque de Lead et de cadre intégré de concertation ;
- La duplication des activités sur les mêmes cibles ;
- Une faible implication des autorités sanitaires, administratives et locales.

On trouvera en annexe 9 la compilation des résultats de tous les travaux de groupe.

Regroupés par département, les participants ont ensuite été invités à revisiter toutes les sessions et recommandations couvertes au cours de l'atelier et de se pencher sur les



éventuelles applications dans leurs départements respectifs. Il leur a également été demandé de travailler sur un **plan d'actions post-atelier par département** en identifiant les opportunités, les défis et les principales contraintes pour mieux intégrer les programmes de nutrition et de sécurité alimentaire ainsi que les éventuelles ressources nécessaires et les points focaux pouvant faciliter ces activités post-atelier. Des points focaux ont été auto-désignés pour les actions post-atelier pour toutes les provinces. Il s'agit de Mbaye Dieng (SIF) et Amadou Sow (CRS) pour le département de **Tambacounda**, Salif Guissé (CRS) et Crispin Mukanya (CRf) pour **Goudiry**, Amadou Bassirou (CLM/Africare) et Paul Gomis (CRf) pour **Koumpentoum**, Landing Badji (CR) et Mama Fall Goumbala (ASBEF) pour **Bakel**, Aminata Ndoye (CLM) et Abdoulaye GUEYE pour **Dakar**.

Globalement, ces actions ont trait à :

- **La restitution (et application) interne** à chaque structure des résultats et outils de l'atelier (cité dans tous les groupes) ;
- La restitution de l'atelier et intégrer les aspects nutritionnels **dans les cadres de coordination et de planification déjà existants** (Cadre départementaux de développement, sessions de programmation sectorielle des services techniques, Plans de Développement. Communaux) ;
- **Renforcer, rendre plus fonctionnel les cadres de concertations existant (cité dans tous les groupes)**
- **La réalisation d'évaluations et analyses de situation et de planifications conjointes (cité 3 fois) ;**
- Le **plaidoyer** auprès des bailleurs, des ONG et de l'état (cité dans 3 des 5 groupes) **pour davantage de financements coordonnés de programmes intégrés ;**
- **Poursuivre le renforcement des capacités (cité 3 fois).**

Les plans d'actions post-atelier par département sont présentés en **annexe 12**.

FOCUS SUR LES TRAVAUX DE GROUPE : ARBRES À PROBLÈMES ET À SOLUTIONS POUR LA MALNUTRITION

L'arbre à problèmes et à solutions

Les travaux de groupe sur la construction d'arbres à problèmes et d'arbres à solutions constituaient **le cœur de l'atelier**. L'arbre à problèmes et à solutions est un outil servant à analyser de façon systématique les relations de cause à effet d'un problème central. En posant la malnutrition comme problème central, il permet d'arriver à un consensus sur les causes et leurs interrelations sectorielles. La transformation de l'arbre à problèmes en arbre à solutions fixant un objectif central et commun de « lutte contre la malnutrition » fait prendre conscience à tous les secteurs de la nécessité d'actions conjointes pour s'attaquer aux multiples causes de la malnutrition.

Cette méthodologie est basée sur le manuel : « **S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble**⁵ » publié par la FAO en 2013.

⁵<http://www.fao.org/docrep/019/i3516f/i3516f.pdf>



Un arbre à problèmes est représenté visuellement par un « arbre ». Le « tronc » est le problème central, les « racines » représentent les causes du problème et les « branches » les effets des problèmes. L'arbre à problèmes se concentre sur les causes de la malnutrition et est spécifique à un groupe de moyens d'existence.

L'arbre à solutions est l'image inversée de l'arbre à problèmes et nécessite donc de transformer chaque problème identifié en situation positive. Les meilleures interventions à mettre en œuvre pour atteindre ces solutions sont ensuite définies de manière consensuelle ou selon l'expertise technique des uns et des autres. Les acteurs et potentiels collaborateurs peuvent ensuite être identifiés pour chaque intervention.

Après une rapide présentation sur la contribution de l'agriculture à la Nutrition et sur les principes clés pour améliorer la nutrition à travers l'agriculture⁶ faite par *Mr. Christophe Breyne (FAO)*, il a ensuite été demandé aux participants de revoir une de leur intervention et de travailler à la maximisation des potentiels impacts nutritionnels (redéfinition plus précises de l'intervention, des préalables nécessaires et de l'approche afin de permettre cette maximisation).

Les participants ont travaillé sur les zones de moyen d'existence présentes dans la région de Tambacounda, à savoir les zones : agro-pastorale + céréales, Agro-pastorale + arachide/coton, vallée du fleuve et sylvo pastorale. En liens avec les différentes sessions théoriques, chaque groupe a donc transformé son arbre à problèmes en arbre à solutions en y apposant ensuite des propositions d'interventions ainsi que les acteurs concernés. Chaque groupe a ensuite pris une ou deux des interventions identifiées afin de maximiser leurs impacts nutritionnels puis de définir les indicateurs de processus, de résultats ainsi que les potentiels effets négatifs des activités de maximisation. On trouvera ci-dessous des photos de quelques arbres à problèmes et à solutions élaborés par les différents groupes. Ces derniers ont été saisis et mis en [annexe 5](#).

⁶ <http://www.fao.org/3/a-i4922f.pdf>

[illegible][illegible]

[illegible]



IV. CONCLUSION

L'atelier s'est terminé par: (i) une revue/validation de l'atteinte des attentes exprimées en début d'atelier, (ii) la correction individuelle du pré-test des connaissances, (iii) une présentation du contenu de la clé USB remise aux participants avec les supports de l'atelier, (iv) une auto-évaluation individuelle des acquis, (v) évaluation de l'atelier et (vi) un mot de conclusion de la CLM et de la Croix Rouge du Sénégal au nom des organisateurs.

Dans cette dernière partie sont présentés les recommandations des participants, les résultats de l'évaluation de l'atelier par les participants et la clôture de l'atelier.

1. Les recommandations de l'atelier

Suite à l'élaboration des plans d'actions pots-atelier par département, il a ensuite été demandé aux participants, sur base des 3 jours de travaux, de formuler des **recommandations aux différents types d'acteurs** (Gouvernement, ONG, Bailleurs).

Parmi les recommandations énoncées par les groupes, on peut retenir de manière prioritaire les recommandations suivantes :

- Accompagner tous les secteurs dans l'élaboration de leurs lettres de politiques et plans d'actions annuels d'avantage sensible à la nutrition ;
- Améliorer l'implication des autorités administratives et locales ;
- Réaliser des synergies et planification conjointe des interventions (cité 7 fois) ;
- Appuyer la fonctionnalité des plateformes existantes (SUN, REACH...) ;
- Améliorer, créer un cadre de concertation multisectoriel et à défaut entre les acteurs de nutrition et de sécurité alimentaire (Cité 9 fois) avec par exemple des réunions périodiques entre secteurs, l'invitation systématique des autres secteurs lors des exercices d'analyse et de planification sectorielle ;
- Opérationnaliser et vulgariser la politique de nutrition (cité 6 fois) ;
- Réaliser un plaidoyer à l'endroit des bailleurs pour l'augmentation de ressources pour l'intégration NUT/SA et pour une approche multisectorielle des financements (cité 3 fois) ;
- Renforcer les interventions visant les 1 000 jours, les interventions d'hygiène et assainissement ainsi que l'éducation nutritionnelle ;
- Réaliser une **cartographie** de tous les acteurs (cité 3 fois) ;
- Mettre en place des cadres de coordination (réunions trimestrielles, groupe de travail...) ;
- Renforcement des capacités techniques (tous les secteurs et acteurs) pour l'élaboration des programmes intégrés.

L'ensemble des recommandations est repris en annexe 10.



2. Principaux résultats de l'évaluation des participants

Les compétences acquises concernent principalement une meilleure maîtrise de l'utilisation de la méthode des arbres à problèmes et à solutions de la malnutrition ; une meilleure compréhension de l'importance de l'intégration des programmes de Sécurité Alimentaire et nutrition et une meilleure compréhension des liens entre malnutrition/SA et autres secteurs

Les informations ou concepts les mieux compris par les participants concernent les arbres à problèmes et à solutions, les concepts de sécurité alimentaire et de résilience, les types et causalités de la malnutrition, le suivi-évaluation et la redevabilité.

Pour l'amélioration de la qualité/pertinence d'ateliers futurs, les participants recommandent essentiellement d'allonger la durée de l'atelier. Les détails de l'évaluation sont repris en [annexe 11](#)

3. Clôture

Les organisateurs de l'atelier ont remercié ECHO pour le financement de cet atelier et du projet ainsi que l'ensemble des participants pour leur participation active et leurs riches contributions tout au long de l'atelier. Ils les ont également encouragé à dérouler leurs plans d'action par département avec notamment (i) la réalisation d'une restitution de l'atelier et un partage interne et externe des outils, (ii) la valorisation des arbres à problèmes et à solutions lors des processus de planification (ces derniers pourraient être affinés et/ou retravaillés avec les autres acteurs sectoriels n'ayant pas participé à l'atelier). Ces « arbres » pourraient également alimenter les processus d'analyse et de programmation conjointe dont ceux notamment prévu dans le cadre du 11° FED.

L'ensemble des présentations y compris celles des participants, les documents et les plans d'actions par département ainsi que des compléments de documentation ont été remis à tous les participants sur clé USB. La liste des participants, l'agenda ainsi que les termes de référence sont disponibles et accessibles en ligne via le lien suivant : <http://www.fao.org/in-action/renforcement-des-capacites-pour-la-securite-alimentaire/evenements/detail/fr/c/328741/>



ANNEXES

ANNEXE 1 : Liste des participants

« S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble »



Cellule de Lutte contre la Malnutrition



Région	Structure	Nom et Prénom	Fonction	Secteur	Email
Organisation/Animation					
DAKAR	FAO	BREYNE Christophe	Expert Régional Sécurité Alimentaire et Nutrition	SA-NUT	christophe.breyne@fao.org
DAKAR	FAO	KWADJODE Komlan	Nutritionniste	SA-NUT	Komlan.kwadjode@fao.org
TAMBA	CRF	COULIBALY Makan	Délégué Médico Nutrition	NUT	nut-tamba.frc@croix-rouge.fr
DAKAR	CRS	THIOUNE Abdou Khadre	Coordinateur Santé	SA-NUT	khadre2006@yahoo.fr
DAKAR	PAM	BA Diaba	Formateur PAM	SA	Diaba.ba@wf.org
DAKAR	CLM	NDOYE Aminata	Responsable des opérations	NUT	andoye@clm.sn

Participants					
Bakel	ASBEF/PRN	GOUMBALA Mama Fall	Chef de projet	NUT	mafalgoumbala@yahoo.fr
Bakel	CRF/CRS	BADJI Landing	Responsable Nutrition Terrain	NUT	assistantnut.bakel1@yahoo.fr
Bakel	CRF/CRS	DIARRA Mohamed El Bachir	Superviseur	NUT	elbadiarra@yahoo.fr
DAKAR	WV	BADIANE Léopold	Health & nutrition et Wash Advisor	NUT	leopold_charles_badiane@wvi.org
DAKAR	Save The Children	DIAW Papa Chimere	Spécialiste Santé Nutrition	NUT	chimere.diaw@savethechildren.org
DAKAR	CRS	SY Cheikh Oumar	Chargé des activités d'Urgence HQ CRS	SA	cheikhoumarsy@yahoo.fr
DAKAR	CRS	NDIAYE Abdou	CRS	SA	ndiayeabdou74@hotmail.fr
Goudiry	CRS	COLY Mamadou	Point Focal CASH Goudiry	SA	mamadoucoli@yahoo.fr
Goudiry	CRS	NGOM Falilou Ben Bachir	Log base Goudiry	SA	Ben.ngom@gmail.com
Goudiry	CRS	DRAME Ibrahima	PMER Goudiry	SA	ldrame77@yahoo.fr
Kédougou	WV/PRN	NDOUR Ngor	Coordinateur de projet	NUT	ngor_ndour@wvi.org
Koumpentoum	Africare/PRN	DIAWARA Bassirou Amadou	Responsable de projet	NUT	bdiawara@africare.org
Louga	Plan	FALL Alioune Badara	Coordinateur National des projets nutrition	NUT	aliounebadara.fall@plan-international.org
Tambacounda	CRS/PRN	BONANG Maurice	Point Focal Nutrition	NUT	maurice.bonang@crs.org
Tambacounda	SIF	DIENG Mbaye Kane	Chargé de projet SA	SA	coordosecalimentaire@secoursislamique.org
Tambacounda	CLM	NDIAYE Massamba	Assistant BER Kolda	NUT	Mas835@yahoo.fr
Tambacounda	CRF/CRS	PINTO Leonie Nathalie	Responsable Nutrition Terrain	NUT	rnt2.tamba@gmail.com
Tambacounda	CRF/CRS	DIOUF Ndeye Khar	Responsable Nutrition Terrain	NUT	rnt1.dianke1@gmail.com
Tambacounda	CRF/CRS	SY Mariame	Responsable Nutrition Terrain	NUT	rnt1.tamba@gmail.com
Tambacounda	CRF/CRS	SRONVI Aicha Martiale	Responsable Nutrition Terrain	NUT	rnt.goudiry@gmail.com
Tambacounda	CRF/CRS	GOMIS Paul Koumpriou	Responsable Nutrition Terrain	NUT	rnt.koumpentoum@gmail.com

Tambacounda	CRS	BA Moustapha	Point Focal Cash Tamba	SA	kawaboutapha@yahoo.fr
Tambacounda	CRS	DIA Mame Coumba	Log Base Tamba	SA	diacoumba84@live.fr
Tambacounda	CRS	CISSE Adjil Arame	SN Tamba	SA	aramecisse@gmail.com
Tambacounda	CRS	THIOR Mariama	SN Tamba	SA	miryamthior@gmail.com
Tambacounda	CRS	NDIAYE Soibou Abo	SN Tamba	SA	Ndiayeabo8@gmail.com
Tambacounda	CRS	SOW Amadou Tidiane	SG/CRD/Tamba	SA	ahmadtize@yahoo.fr
Thiès	CLM	SECK Ndeye Rokhaya	Responsable Zone	NUT	rseck@clm.sn
Thiès	CRS	GUEYE Abdoulaye	Coordinateur PAM - CRS	SA	layelala@yahoo.fr
Tambacounda	CRF	MUKANYA Crispin	Délégué Nutrition	NUT	nut-goudiry.frc@croix-rouge.fr
Goudiry	CRS	GUISSE Salif	Président Comité Régional	SA/NUT	Crs-crtamba@hotmail.fr
Bakel	CRS	DIALLO Abdou Karim	Président Comité Départemental	SA/NUT	Elebo59@yahoo.fr
Koumpentoum	CRS	KANTE Abdoulaye	Président Comité Départemental	SA/NUT	Kanteabdoulaye83@yahoo.fr
Tambacounda	CRS	DJIKINE Souncaly	Président Comité Départemental	SA/NUT	souncalydjikine@yahoo.fr
Tambacounda	UNICEF	DIOP Aly	Assistant technique	NUT	



ANNEXE 2 : Agenda de l'atelier de formation sur « Intégration de la nutrition et de la Sécurité Alimentaire », Tambacounda -Sénégal

Horaire	Mardi 20 octobre	Mercredi 21 octobre	Jeudi 22 octobre
8:30-10 :30	Enregistrement des participants	<i>Présentation : Redevabilité (FAO)</i>	Récapitulatif : Qu'avons-nous réalisé jusqu'à présent ? Quels enseignements avons-nous tirés ?
	Session d'ouverture (CRf, CRs, Autorité)	<i>Exercice de groupe</i> : Revue des arbres à problèmes par les pairs	Session 4 : Suivi et évaluation des impacts nutritionnels des interventions
	Objectifs de l'atelier et présentation des facilitateurs et des participants (FAO)		<i>Présentation FAO</i> : Suivi et évaluation : de quoi parle-t-on? Comment le mettre en œuvre ? Quels indicateurs ? (FAO)
11 :00-13 :	Session 1 : Contexte	<i>Exercice de groupe</i> : Construire un arbre à solution pour la malnutrition	<i>Groupe de travail</i> : Comment mesurer l'impact nutritionnel des programmes de sécurité alimentaire ?
	<i>Présentation conjointe</i> : - <i>Concept de base SA (SIF)</i> - <i>Comprendre la nutrition et les différents types de Malnutrition (malnutrition-pluricarientielle et carence spécifique, (FAO)</i> - <i>Causes et conséquences des différents types de malnutrition</i> - <i>La situation nutritionnelle à Tambacounda (CLM)</i>	<i>Présentation : Contribution de l'agriculture à la nutrition (FAO)</i>	
	<i>Présentation</i> : Présentation des différents moyens d'existence dans la région et de leurs évolutions (PAM)	<i>Exercice de groupe</i> : Comment maximiser les impacts nutritionnels des interventions (FAO)	
	<i>Exercice de groupe</i> : Quels sont les obstacles / barrières pour une programmation qui prenne mieux en compte la nutrition (voir les TDR de TG)		
13-14:00	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner
14:00- 16:00 (approx.)	Session 2 : Analyse de la situation	<i>Sessions parallèles – Exemples d'interventions qui intègrent la sécurité alimentaire et la nutrition</i> Communication : FAO, ACF, HKI, SIF, Asbef, CLM, autres. <ul style="list-style-type: none">Créer des synergies et des complémentarités entre les interventions de sécurité alimentaire et nutritionDiversifier la production locale et soutenir les moyens d'existence locauxChaînes de valeur sensibles à la nutrition	Session 5 : La coordination <i>Présentations</i> <ul style="list-style-type: none">La coordination multisectorielle de la nutrition : CLMAGIR au Sénégal et point sur les PRP (CRs) <i>Discussions</i> – Mécanismes de coordination pour lier la sécurité alimentaire et la nutrition
	<ul style="list-style-type: none">NCA & Listening post de la malnutrition (ACF par FAO)Indicateurs pour la nutrition dans les enquêtes VAM (PAM)Système d'information intégré pour la nutrition et la sécurité alimentaire – exemple du Cadre Harmonisé au Sahel (FAO)		
16:00 - 17 :30 (approx.)	<i>Exercice de groupe</i> : Construire un arbre à problème pour la malnutrition (CRf)	<i>Groupe de travail</i> (par province) : Principaux enjeux et opportunités pour améliorer une planification conjointe SA-Nut et autres secteurs	Session 6 : Prochaines étapes
			<i>Groupe de travail</i> : Définir les prochaines étapes et des mécanismes de suivi au niveau de la région: actions clés à mettre en œuvre, recommandations générales et par secteur <i>Conclusion et clôture de l'atelier</i>

**ANNEXE 3 : Attentes des participants**

<u>Concepts : (25)</u>	<u>Analyse (7)</u>
<ul style="list-style-type: none">- Eclairer les participants sur les apports de la SA et la NUT et leurs mesures- Renforcer les connaissances en matière d'intégration NUT et SA- Différence entre SA et NUT- Améliorer la qualité du plat familial au niveau des familles vulnérables- Savoir faire le lien entre la SA et la NUT- Connaître les différentes étapes de la sous nutrition- Avoir une idée sur la SA- Connaître les concepts de base en matière de SA- Avoir une meilleure compréhension sur les concepts de base de la résilience- Maîtriser les concepts de malnutrition et de nutrition- Bonne connaissance sur la SA- Renforcer les connaissances en matière de SA- Avoir une idée précise sur les liens entre SA et suivi NUT- Maîtriser la relation de cause à effet qui existe entre la SA et la NUT- Renforcer les connaissances en SA et NUT- Connaître l'impact de la S.A. dans la nut- Mieux faire la corrélation entre la SA et la NUT- Mieux comprendre les concepts en rapport avec la SA- Comprendre la notion de SA- Avoir une bonne maîtrise sur la nutrition- Maîtriser les concepts de la SA- Connaître la relation sécurité alimentaire et nutrition- Etre outillé par rapport au concept d'intégration des programmes de nutrition et de SA en situation d'urgence et pour la résilience- Avoir une bonne connaissance sur la nutrition pour pouvoir faire des activités de terrain	<ul style="list-style-type: none">- Disposer des outils d'analyse d'intégration SA et NUT- Quels peuvent être les goulots d'étranglement pour l'intégration NUT SA- Renforcer les capacités sur les outils d'analyse de la situation nutritionnelle- Comprendre les méthodes d'analyse de la SA- Avoir une connaissance profonde des causes de l'insécurité alimentaire- Analyse des situations de vulnérabilité nutritionnelle- Evaluer le niveau de SA d'une commune
<u>Planification (13)</u>	<u>Suivi Evaluation (5)</u>
<ul style="list-style-type: none">- Comment planifier les interventions de SA centrées sur la NUT- Savoir planifier un programme de SA- Combattre l'insécurité alimentaire dans différents secteurs- Capacité d'intégrer les programmes de nutrition et de SA en situation d'urgence- Programmation des activités de lutte contre la malnutrition au niveau communautaire- Avoir une bonne maîtrise de la planification	<ul style="list-style-type: none">- Faire un suivi de programme de sécurité alimentaire- Savoir comment choisir les bons indicateurs pour mesurer la sécurité alimentaire- Explications approfondies- Comprendre les méthodes de suivi évaluation- Apprendre sur le suivi et l'évaluation des projets



<p>nutrition et SA</p> <ul style="list-style-type: none">- La <i>mise en œuvre rapide des engagements de l'atelier</i>- Pouvoir être opérationnel et contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition- Respect de la planification- Savoir comment <i>concilier la SA et la NUT</i>- Renforcer les capacités sur le concept planification des activités de la SA- Intégrer l'aspect SA dans les projets communautaires de nutrition- Mieux connaître les mécanismes d'intégration	
<u>Coordination (3)</u>	<u>Autres (5)</u>
<ul style="list-style-type: none">- Une bonne <i>coordination</i> entre les acteurs de la SA et le NUT- Maîtriser les <i>outils et mécanismes</i>- Renforcer la <i>synergie</i> des acteurs œuvrant dans le domaine de la nutrition	<ul style="list-style-type: none">- Avoir une <i>attestation</i> en fin de stage- Renforcement des <i>capacités</i>- Maîtrise des <i>outils</i> d'information- Renforcer le <i>dialogue</i> entre les secteurs- Savoir détailler les <i>thèmes</i>



ANNEXE 4 : Obstacles & Barrières pour l'intégration de la Nutrition et la Sécurité Alimentaire

Résultats de l'exercice de groupe :

Quels sont les obstacles / barrières pour une programmation plus intégrée entre la nutrition et la sécurité alimentaire ?

1. Difficultés pour une programmation intégrée

- **Manque de vision / objectifs communs**
- Esprit de concurrence entre les acteurs sur le terrain
- **Manque / Faiblesse suivi et évaluation**
- Manque d'outils d'évaluation l'importance de la SA/Nutrition
- Difficulté de trouver des outils communs de planification entre la nutrition et la SA
- Cycles de planification NUT SA différents

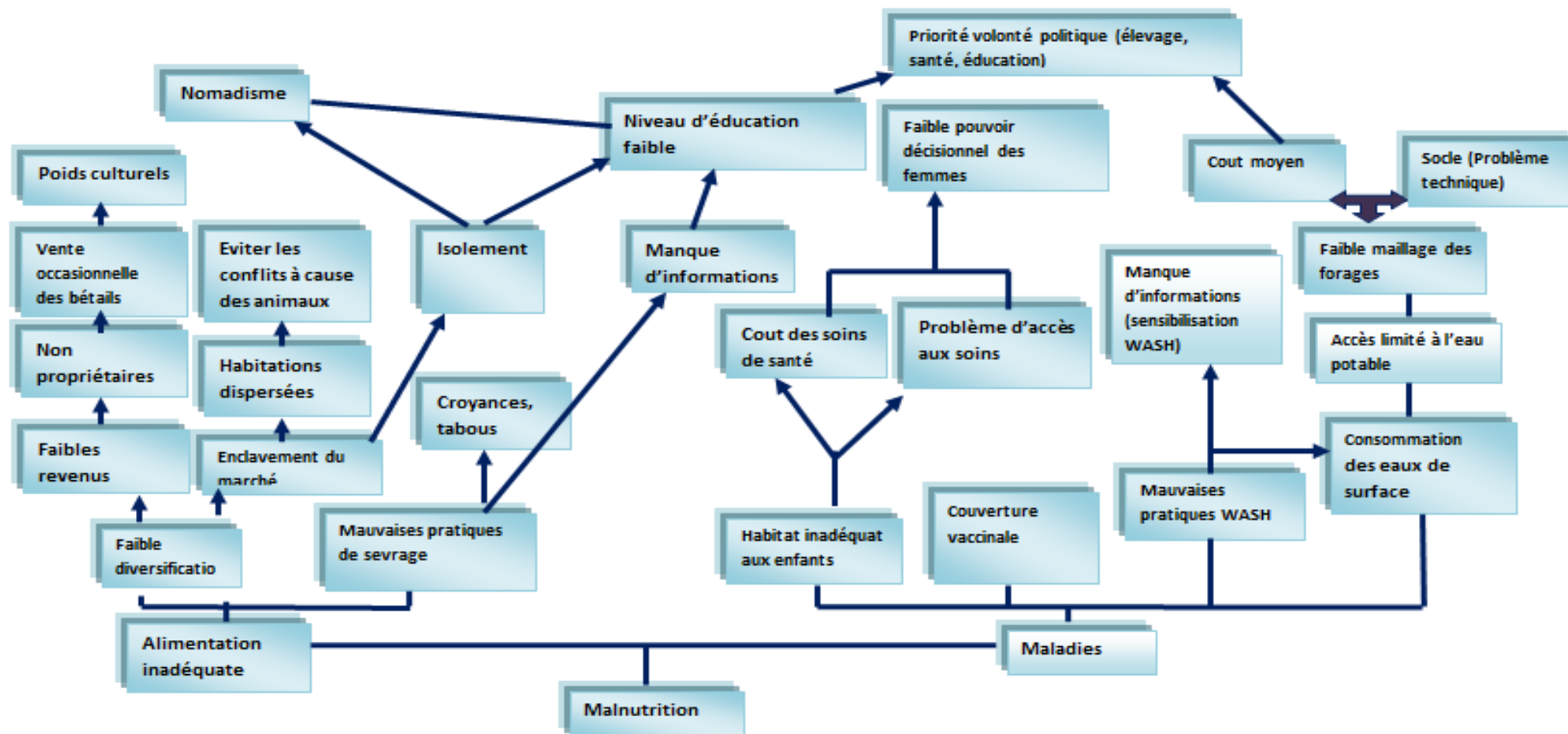
2. Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration

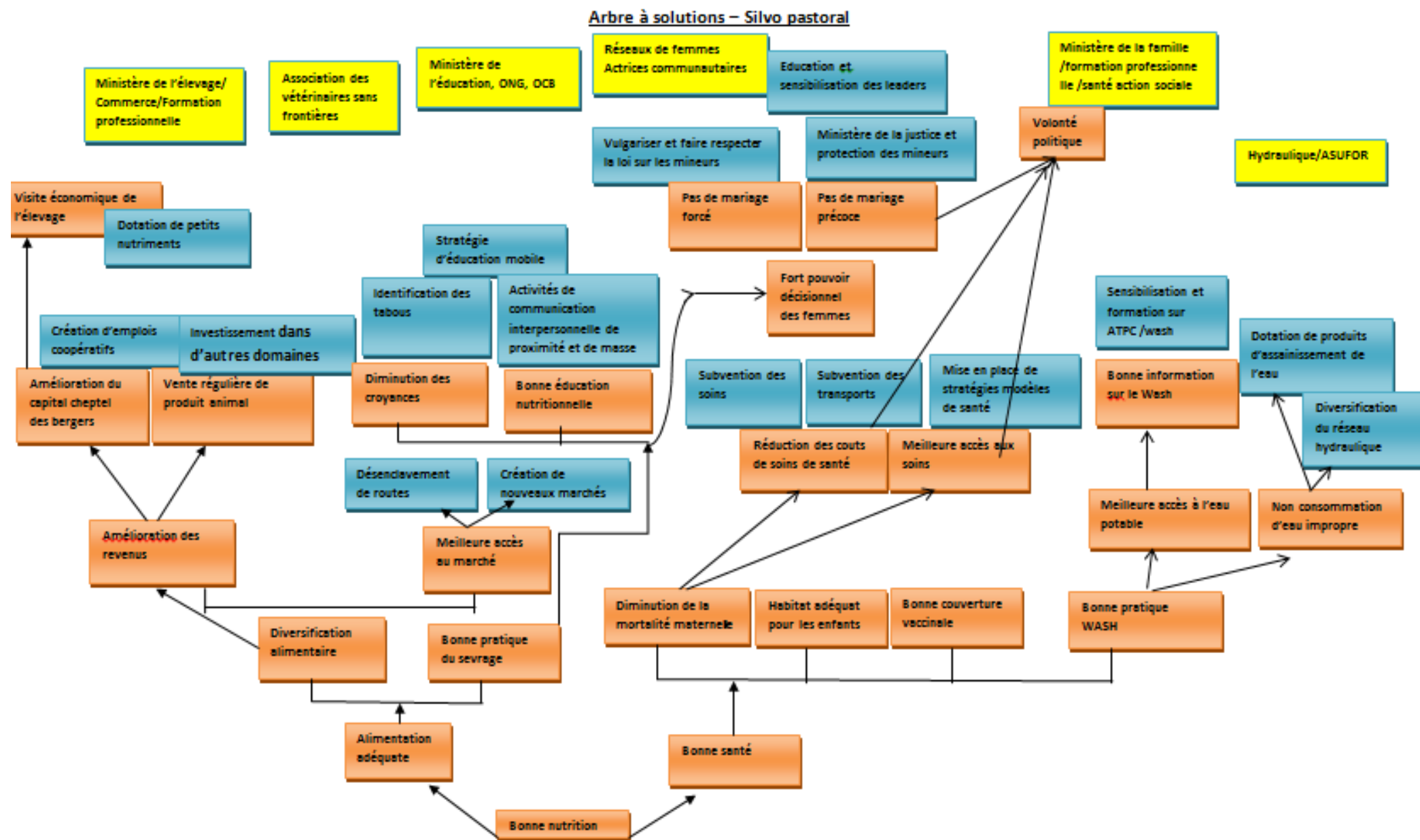
- **Expertise sectorielle**
- Non accès à l'eau (secteur WASH sous représenté)
- Manque de compétences techniques pour mettre en place des programmes intégrés de nutrition et de la sécurité
- Enclavement de certaines zones (bénéficiaires et intervenants)
- Absence de ressources humaines formées et qualifiées pour les activités intégrées
- **Méconnaissance / Incompréhension entre concepts**
- Méconnaissance réciproque des missions assignées à chaque secteur notamment au niveau opérationnel
- **Manque de coordination / Approche sectorielle**
- Manque de cadre de concertation au niveau opérationnel (2)
- Absence d'un cadre de concertation entre NUT et SA(3)
- **Absence de cadre politique intégrée**
- **Cadre institutionnel par secteur / problème de mandat**
- Manque d'engagement des acteurs
- Absence de cadre de coordination au niveau institutionnel
- **Approche sectorielle des financements**
- Tendance sectorielle de bailleurs de fonds et des intervenants
- **Manque de ressources financières**
- Absence de ressources financières pour les activités intégrées (2)



ANNEXE 5 : Arbres à problèmes et à solutions

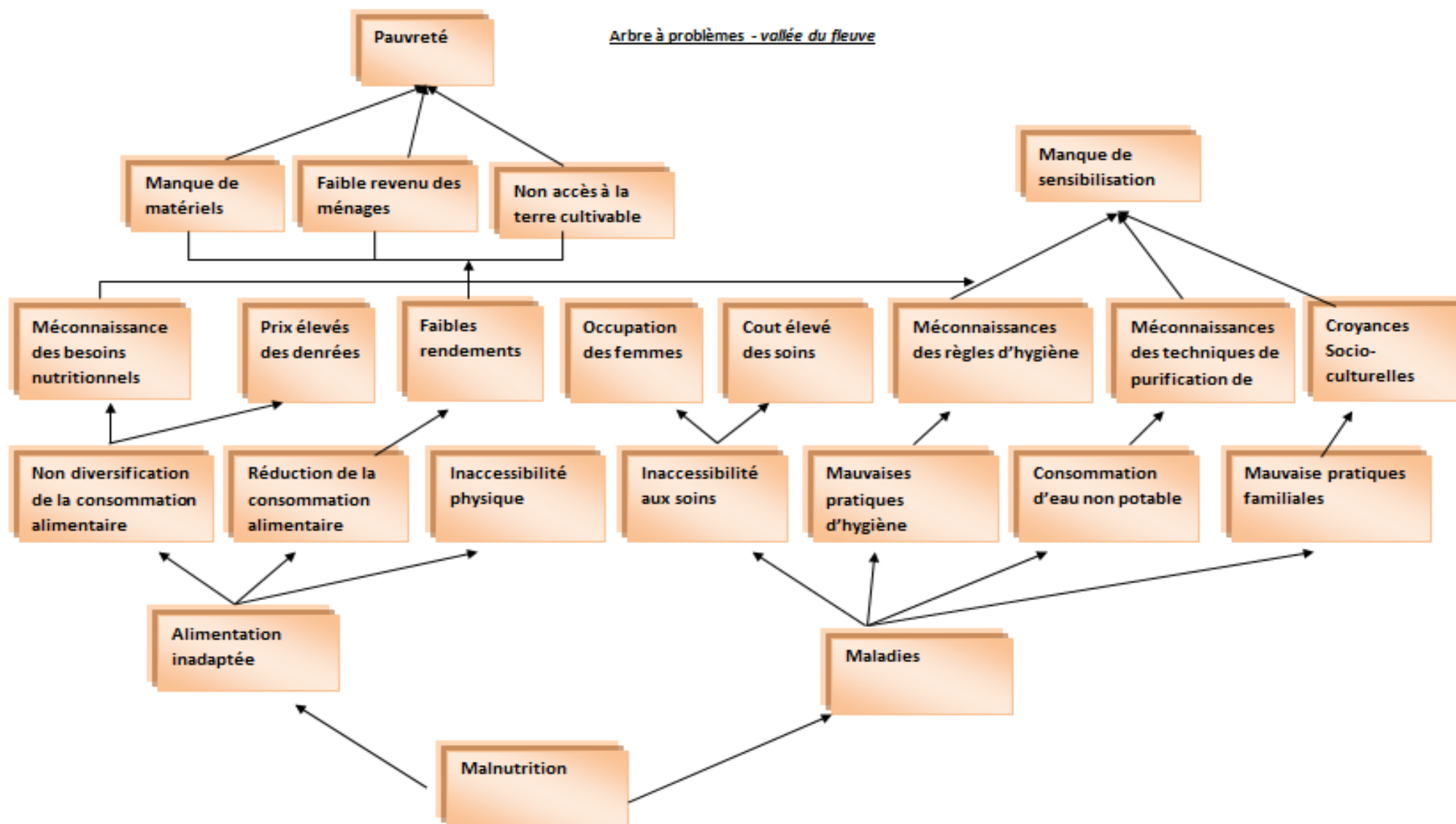
Arbre à problème - Sylvo pastoral







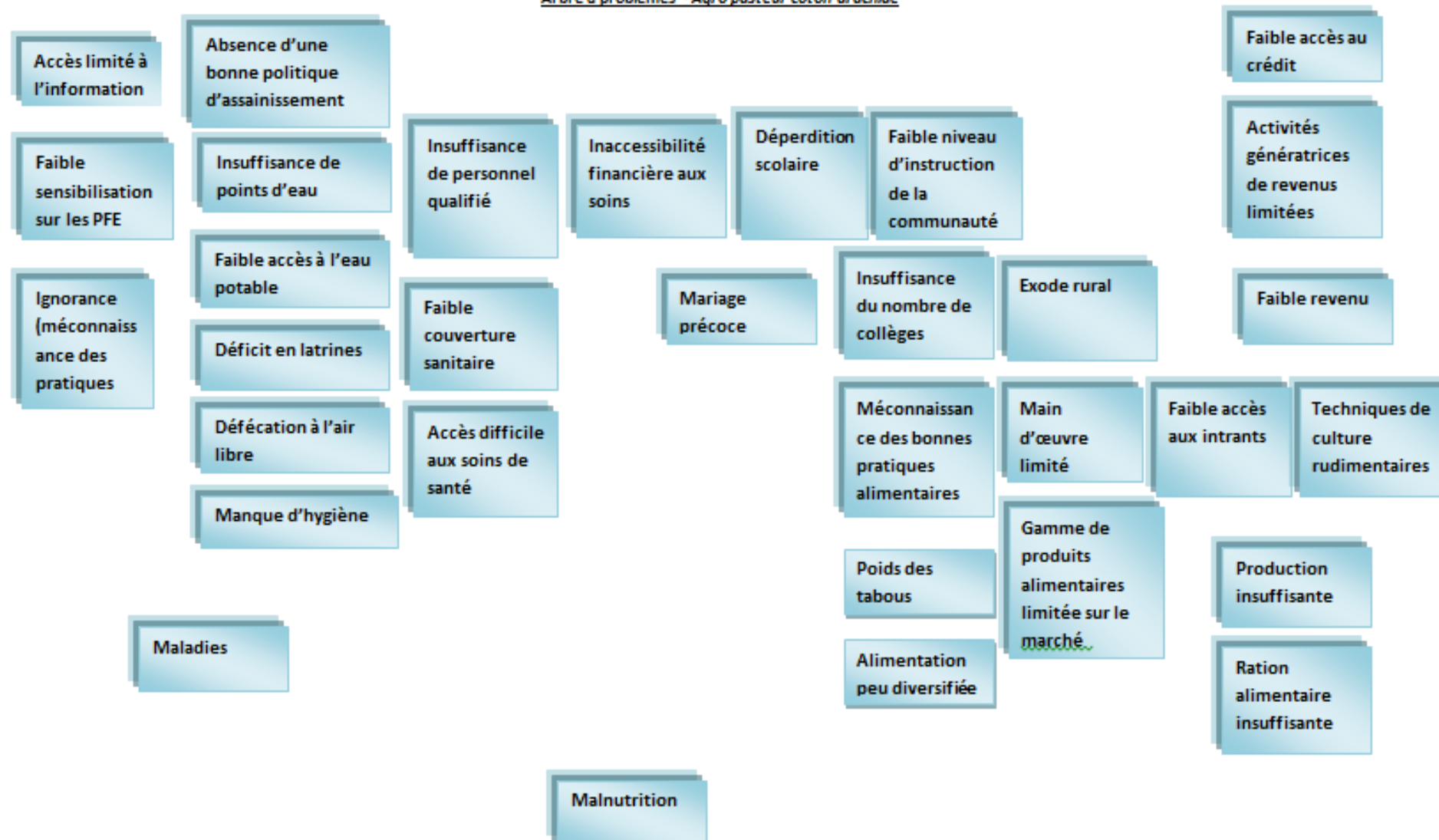
Arbre à problèmes - vallée du fleuve





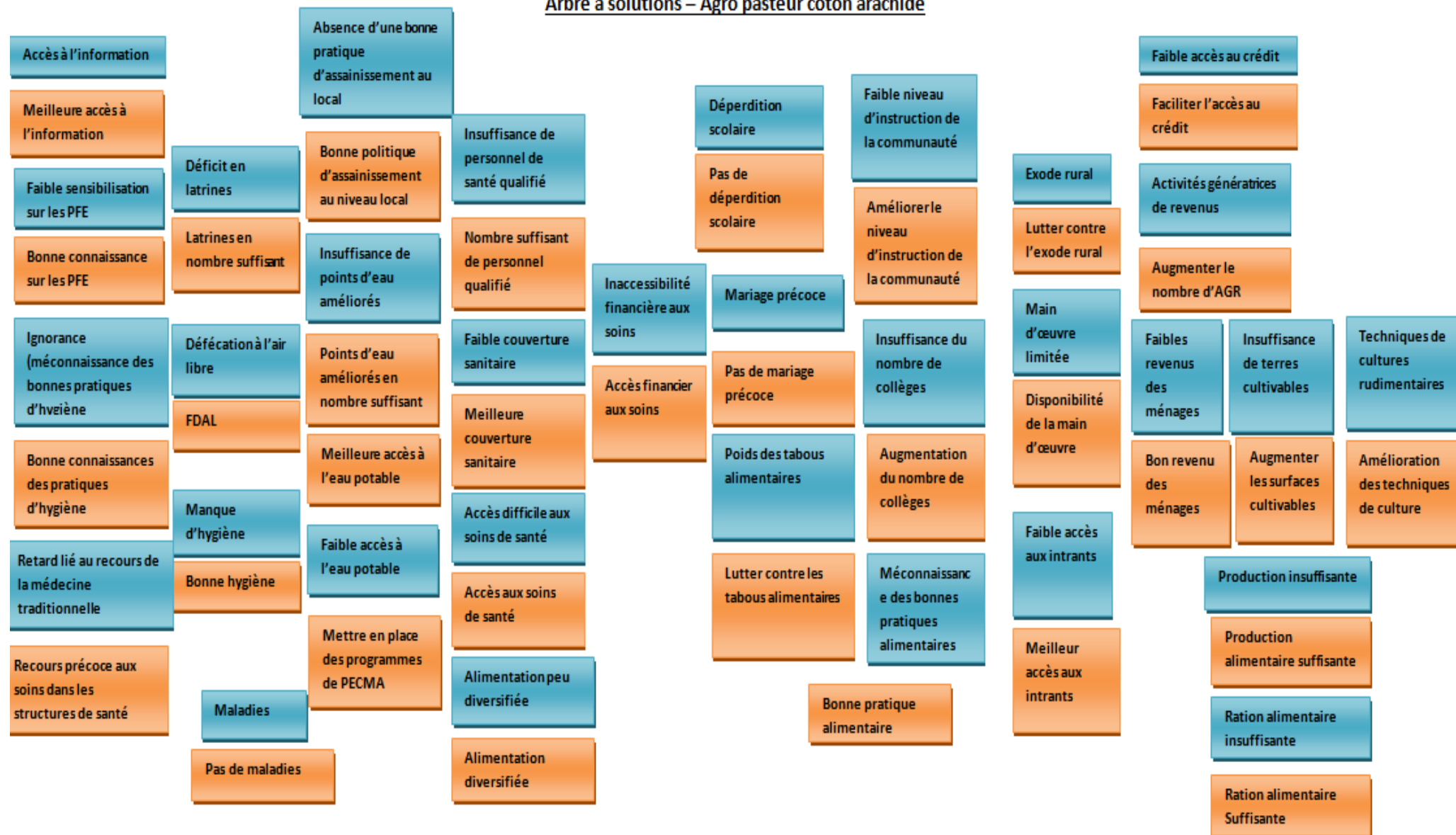


Arbre à problèmes - Agro pasteur coton arachide



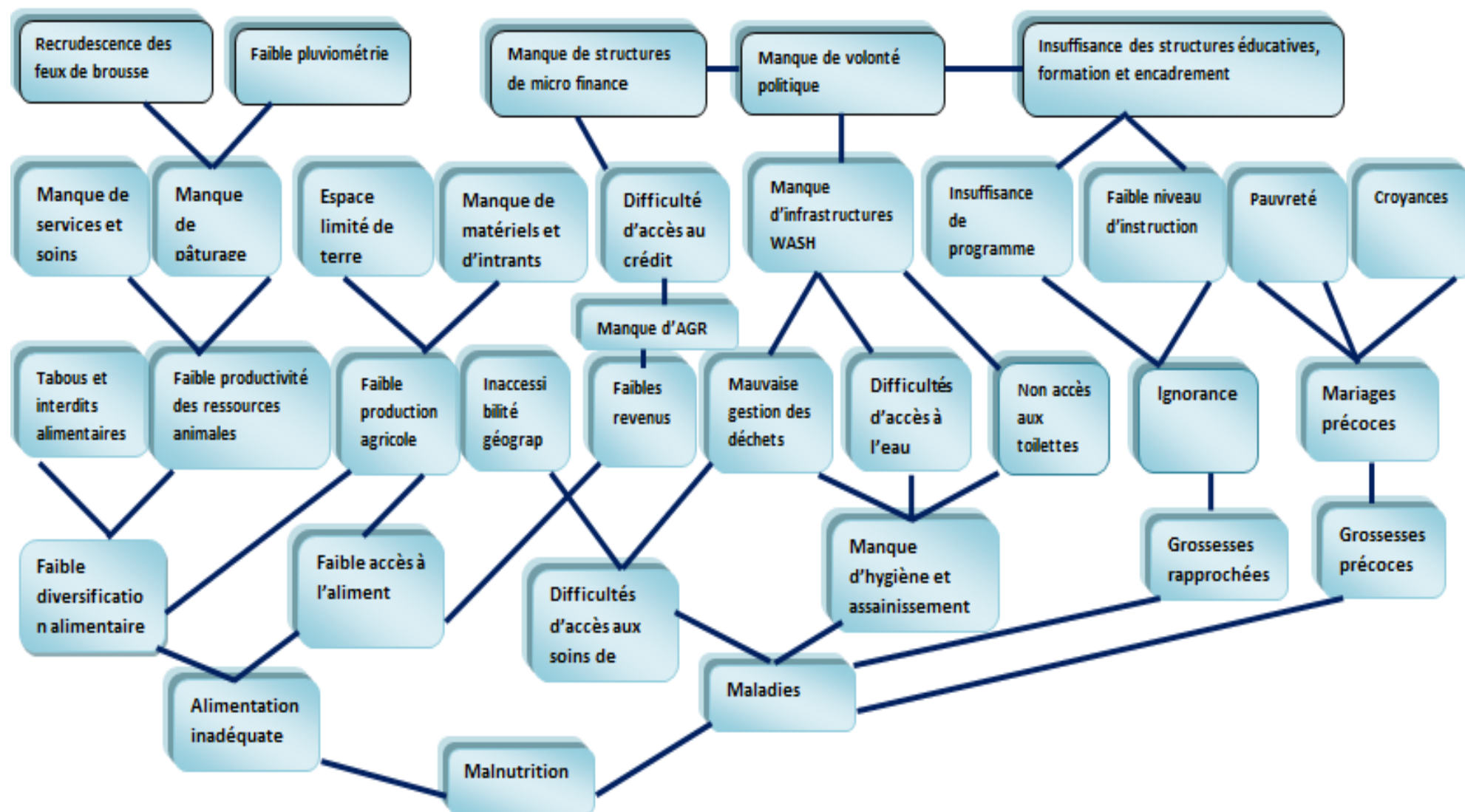


Arbre à solutions – Agro pasteur coton arachide



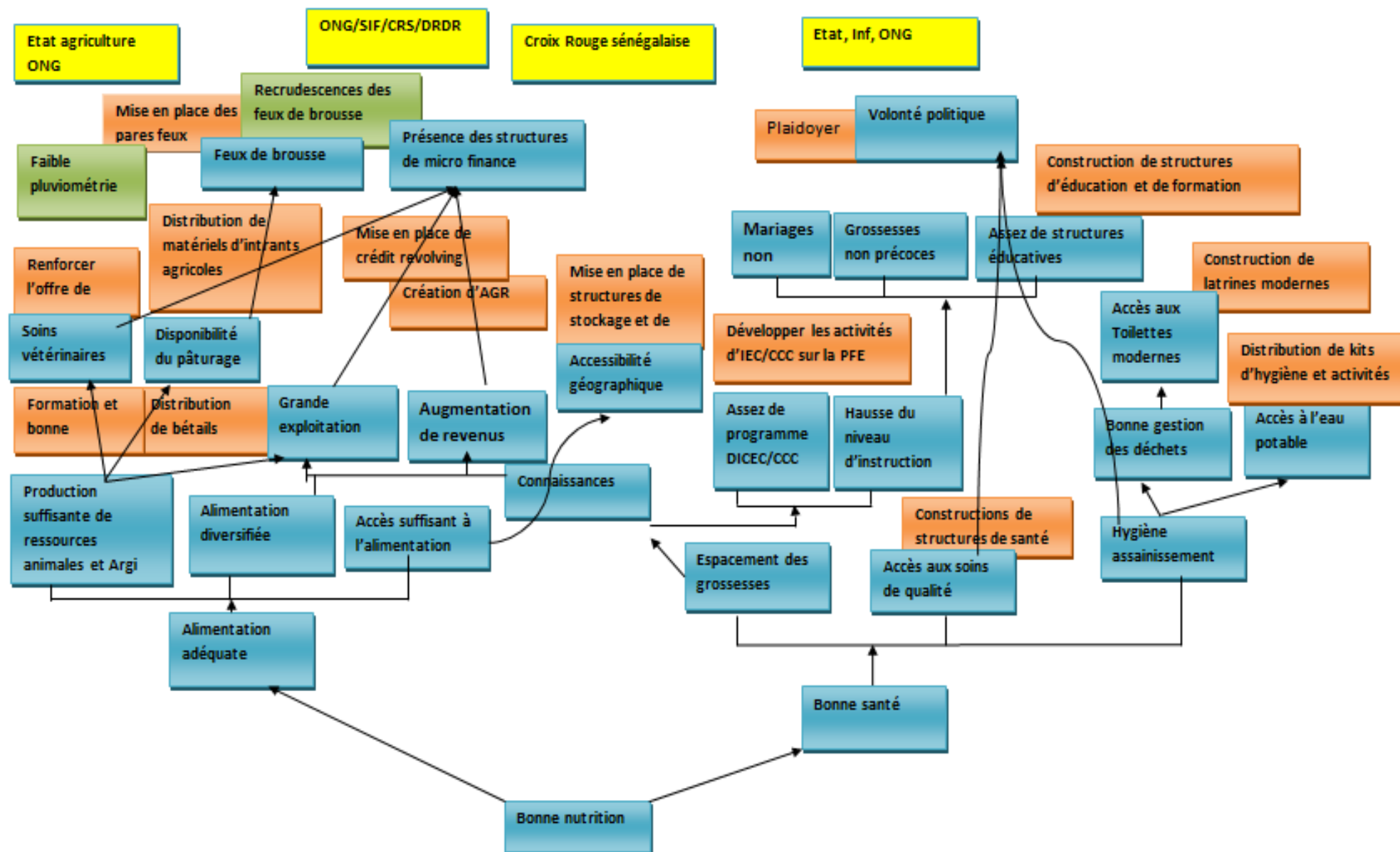


Arbre à problèmes - Agro pasteur céréale





Arbre à solutions – Agro Pasteur Céréale





ANNEXE 6 : Liste des présentations d'expériences (en session parallèle)

Sessions parallèles – Partage de leçons apprises sur les interventions intégrées.

- *Session parallèle 1 - Facilitateur : Makan Coulibaly, Croix Rouge.*
 - **Programme pilote (Intrants cash/inKind) de renforcement de la résilience des ménages vulnérables au Sahel**
Breyne Christophe, **FAO**, Dakar
 - **Intégration SA-Nut**
BADIANE Leopold, **World Vision**
 - **Distribution et redistribution interne de chèvres**
DIENG Mbawe, **Secours Islamique de France**
- *Session parallèle 2 - Facilitateur : Abdou Khadre THIOUNE ; CR Sénégal*
 - **Transfert monétaire et consultation pré-natale**
SECK Rokhaya, **CLM**
 - **Transfert monétaire et coupon vivres**
DRAME Ibrahima, **Croix Rouge Sénégalaise**
 - **Développement intégré de la petite enfance**
FALL Aliou Badara, **Plan**
 - **Maraichage arrière cours**
GOUMBALA Mama Fall, **ASBEF**

Autres ppt et fiches:

- **Jardin de la Santé – ACF** (Ppt)
- **Vivrier amélioré, projet Change - HKI** (ppt + fiches)
- **Fiches de l'atelier de Dori (Burkina Faso)**



ANNEXE 7 : Liste d'indicateurs « nutrition sensibles » (liste non exhaustive)

STATUT NUTRITIONNEL	SANTE	CONSUMMATION ALIMENTAIRE (Individu)	ACCESS A LA NOURRITURE	PRATIQUES DES SOIN	ENVIRONNEMENT SANITAIRE	DISPONIBILITE DE LA NOURRITURE	PROBLEMATIQUE DE GENRE
Prévalence du retard de croissance	Prévalence des maladies diarrhéique, paludisme, infection respiratoire	Bilan alimentaire	Niveau de revenu	Taux d'allaitement exclusif	% de ménages ayant accès à l'eau potable	Superficie emblavée	% d'hommes participant aux séances de sensibilisation nutritionnelle
Prévalence de la malnutrition aigüe (MAM+MAS)	Taux de mortalité	Score de diversification alimentaire des 24 à 59 mois (enfants)	Quantité d'aliment achetée	Taux d'utilisation de moustiquaires imprégnées	% de ménages qui pratiquent le lavage de mains aux moments clés	Rendement	% de femmes dans le personnel de santé (formel : CS ; Informel : RC)
Prévalence des carences en micronutriments (Fer, Vit A, Iode)	Taux d'iode dans l'urine	Score de diversification alimentaire des enfants de 0 à 23 mois	Type d'aliment acheté (variété)	Taux de fréquentation des services de santé	Nombre d'endroits publics (école, marche, centre de sante) disposant de latrines	Production	% femmes appartenant aux comités de ciblage et gestion de plaintes
Insuffisance pondérale (Poids/âge)		Score de diversification alimentaire des mères des enfants de < 5ans	Niveau des prix des aliments sur le marché	Taux de prise de fer par les femmes enceintes	Nombre de ménages disposant de station de lavage de mains	Stock Ménage	Charge de travail des femmes (formulation à réfléchir)
Prévalence surpoids et obésité		Diversification alimentaire des femmes enceintes		Age d'introduction d'aliments complémentaires	% de ménages disposant de latrines	Stock commerçant	
Indice de masse corporelle des femmes enceintes				Taux d'enfants ayant reçu le colostrum dès la naissance	Nombre de centres de santé qui respectent le minimal WASH	Type d'aliments produits	
Cedème				Pratiques prénatales			



ANNEXE 8 : Messages clés sur les indicateurs de S&E

Sur les Impact pathways

- Intégrer la nutrition et la sécurité alimentaire afin que les 2 secteurs se rejoignent dans le cadre du Suivi & Evaluation
- Il y a plusieurs chemins par lesquels une même intervention peut s'attaquer à plusieurs causes de la malnutrition.
- Votre système S&E devrait vous aider à suivre et évaluer ces chemins tout au long de la mise en œuvre du projet.
- Important de mesurer les potentiels impacts négatifs et/ou les résultats non attendus et les facteurs externes de votre intervention nutritionnelle (Do No Harm, principe d'innocuité).

Sur les indicateurs de S&E

- Le retard de croissance est un bon indicateur d'impact de programmes multisectoriels pluriannuels.
- Les malnutritions aigües et émaciations sont soumises à de nombreuses variations.
- Pour les interventions de sécurité alimentaire, il est important de mesurer l'impact au moins sur la consommation alimentaire des ménages, et si possible à l'échelle de l'individu.
- La nutrition concerne l'individu ; ainsi, s'intéresser à l'individu est l'unique moyen de comprendre la nutrition de la mère et de l'enfant.
- Les mesures de diversité alimentaire devraient s'accompagner d'une étude CAP (Connaissances, Aptitudes, Pratiques).
- Il est nécessaire de rendre les indicateurs sensibles à la nutrition. Par exemple, l'augmentation de la production devient l'augmentation de la production d'aliments riches en micronutriments.
- Le choix des indicateurs dépend de l'intervention et de ce qui est faisable.

Sur le processus S&E

- Le système de S&E doit se rapporter des objectifs du programme.
- Il y a plusieurs méthodes pour les évaluations d'impacts, qui apportent divers degrés de certitude quant à la contribution réelle du projet à l'impact.
- L'évaluation du processus doit être utilisée afin de voir quels éléments d'un programme fonctionnent et lesquels ne fonctionnent pas.
- Le suivi est un outil de gestion de projet essentiel qui doit être mis en place avant le démarrage de tout type de programme.
- Il faut évaluer avant (Base-line), pendant (PDML) et après (end line) ici (sur le site – bénéficiaire) et ailleurs (non bénéficiaires/témoins)
- Pour l'évaluation d'impacts, il est recommandé de faire appel à un expert.



ANNEXE 9 : Compilation des travaux de groupe sur les coordinations

1. Quels sont les progrès que vous constatez

- ✓ Prise de conscience de la nécessité de mettre en place un cadre de coordination par les acteurs SA/NUT
- ✓ Supervision conjointe du dépistage actif CRS/ ASBEF/ District
- ✓ Organisation conjointe du dépistage Actif
- ✓ Début de collaboration entre CRS/ ASBEF/ District

2. Quels sont les résultats constatés sur le terrain ?

- ✓ Harmonisation des actions / méthodes
- ✓ Cadres de concertation dans certaines régions
- ✓ Synergie (DS- 24 acteurs) dans certaines régions
- ✓ Appui en ressources humaines, logistiques et matériels entre acteurs
- ✓ Rencontres informelles entre acteurs / partages

3. Quelles sont les difficultés rencontrées

- Des cadres de concertation absents ou peu fonctionnels :
 - Absence de cadre de concertation multisectoriel (cité 4 fois)
 - Manque de Lead
 - Absence de réunions de coordination entre intervenants des différents secteurs
 - Absence de cadre de concertation au niveau départemental
- Faible implication des autorités sanitaires admin et locales
- Absence de cartographie des intervenants et notamment entre SA/NUT/WASH/PS (cité 2 fois)
- Duplication des activités sur les mêmes cibles
- Méconnaissance des interventions des uns et autres
- Absence de synergie d'actions entre les intervenants (cité 2 fois)
- Manque de planification conjointe entre acteurs opérationnels (cité 2 fois)
- Difficulté d'accès pour certains villages (routes impraticables surtout pendant la période hivernale).



ANNEXE 10 : Les recommandations de l'atelier

- Mettre en place un **cadre de concertation fonctionnel multisectoriel sensible à la Nutrition** incluant les intervenants en nutrition, en sécurité alimentaire et des autres acteurs (cités 9 fois)
 - ✓ Tenir des réunions de coordination trimestrielles entre acteurs Sécurité Alimentaire et Nutrition
 - ✓ Mettre en place un cadre fonctionnel multisectoriel sensible à la Nutrition
 - ✓ Mettre en place un cadre de concertation des intervenants en Nutrition
 - ✓ Mettre en place un cadre de concertation des intervenants de la Sécurité Alimentaire
 - ✓ Mettre en place un cadre de concertation entre différents acteurs
 - ✓ Améliorer la participation des secteurs et ONG aux activités cadres de concertations.
 - ✓ Mise en place d'un cadre de concertation des intervenants autour des autorités
 - ✓ Mise en place d'un cadre de concertation
 - ✓ Mettre en place une plateforme régionale Sécurité Alimentaire – Nutrition et autres (gouvernances).
- Réaliser une **planification et évaluation conjointe et périodique** entre les acteurs et développer des synergies (cité 7 fois)
 - ✓ Réaliser une planification conjointe et périodique Intégrer la planification des actions des intervenants
 - ✓ Mettre en place des outils d'analyse intégrée Sécurité Alimentaire – Nutrition (CLM – SE/ CNSA
 - ✓ Partage des planifications sectorielles avec tous les acteurs
 - ✓ Faire des planifications conjointes
 - ✓ Créer une synergie d'action des intervenants
 - ✓ Créer une synergie entre les acteurs
 - ✓ Ateliers de restitution/ Evaluation des actions conjointes
- Opérationnaliser et vulgariser la **politique de nutrition** (cité 6 fois)
 - ✓ Opérationnaliser la PNDN (CLM)
 - ✓ Vulgariser la PNDN au sein des secteurs et PTF du Sénégal
 - ✓ Renforcer les capacités des acteurs en élaboration de programmes intégrés sensibles à la Nutrition
 - ✓ Accompagner tous les secteurs dans l'élaboration de leurs lettres de politique et plans d'action annuelles, sectoriels pour une bonne intégration d'indicateur de nutrition
 - ✓ Organiser à tous les niveaux des revues périodiques de la mise en politique de développement de la nutrition
 - ✓ Assurer la couverture totale du pays par les interventions spécifiques nutrition
- Réaliser une **cartographie** de tous les acteurs (cité 3 fois)
 - ✓ Réaliser une cartographie de tous les acteurs
 - ✓ la cartographie des intervenants Sécurité Alimentaire – Nutrition
 - ✓ Mettre en place une cartographie des intervenants
- Renforcer les interventions visant les **1 000 jours**, les activités **Wash** et **l'éducation nutritionnelle**
 - ✓ Faire Renforcer les activités Wash dans les ménages
 - ✓ Développer des activités de démonstration culinaire



- ✓ Renforcer L'E.N dans les ménages vulnérables
- ✓ Mettre en place des activités 1000 jrs

➤ **Autres**

- ✓ Meilleure implication des autorités administratives sanitaires et locales
- ✓ Renforcer le financement des agents d'exécution PRN, ETAT, Bailleurs (autres)
- ✓ Promouvoir des activités de nutrition sensibles dans les interventions futures
- ✓ Ouvertures du comité sécurité alimentaire nutrition et autres secteurs
- ✓ La sensibilisation de la population sur l'intérêt des différents intervenants SA-NUT

Quelles actions concrètes pouvez-vous faire pour mieux travailler avec les autres secteurs ?

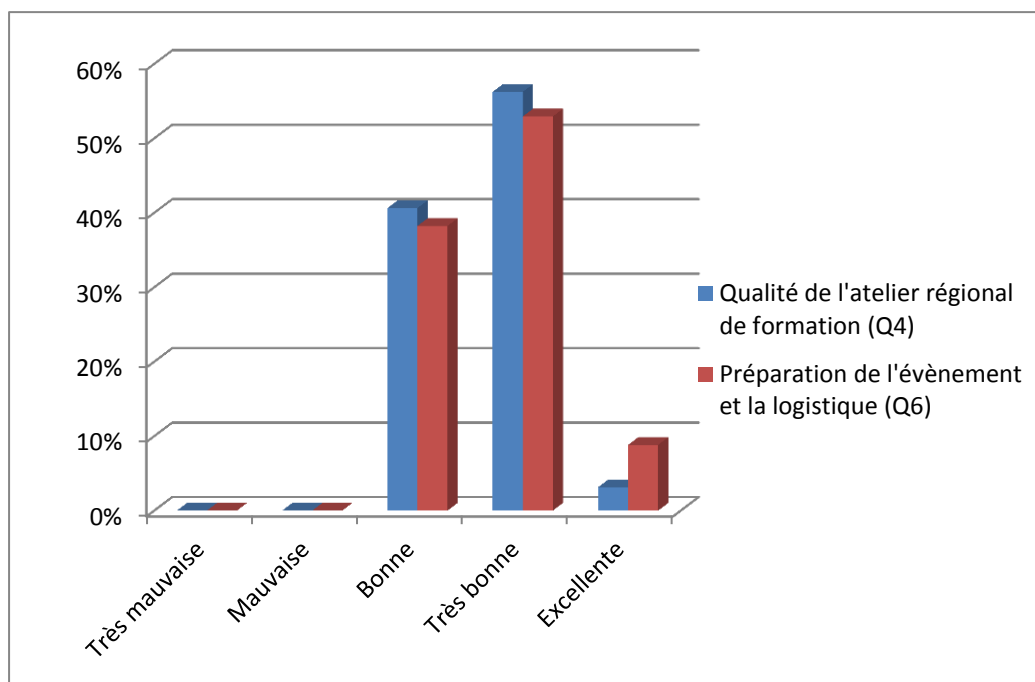
- ✓ Planifier des programmes conjoints entre secteurs et plus particulièrement entre les acteurs de Nutrition et de Sécurité Alimentaire
 - Organiser des rencontres de partage périodique entre Partenaires
 - Inviter les autres acteurs lors de nos rencontres d'analyse et de planification
 - Partager les P.A de Nutrition et Sécurité Alimentaire
 - Initier des rencontres de partage d'échange d'expérience
 - Partager l'analyse et le schéma de mise en œuvre et indicateur de suivi
 - Organiser des actions conjointes entre secteur Nutrition et Sécurité Alimentaire
 - Mettre en place un cadre de concertation des secteurs Nutrition et Sécurité Alimentaire
- ✓ Intégrer Nutrition et Sécurité Alimentaire dans la conception des projets
- ✓ Solliciter une assistance technique des autres acteurs au besoin
- ✓ Appuyer la fonctionnalité des plateformes déjà existantes (SUN, REACH...)



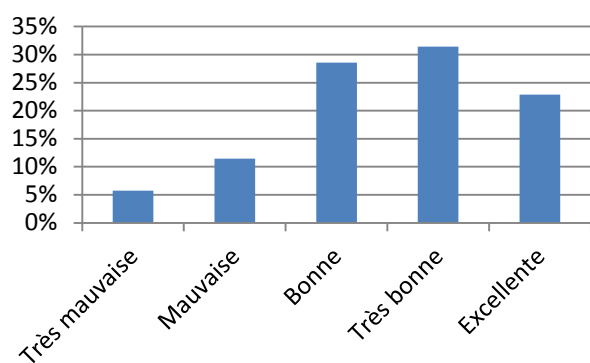
ANNEXE 11 : Détails de l'évaluation de l'Atelier Régional de Formation par les participants

34 fiches d'évaluation ont été remplies par les participants à la fin de l'atelier. Les résultats ci-dessous sont tirés des informations fournies par ces fiches.

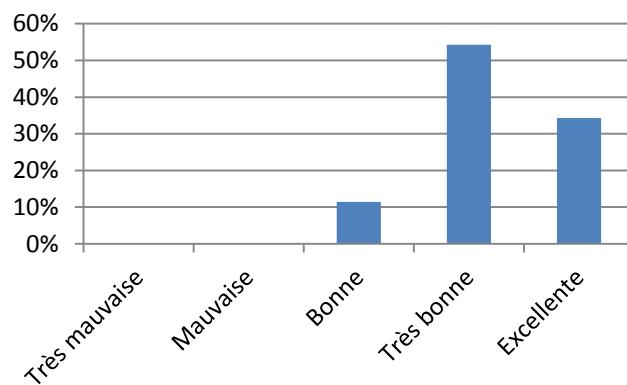
1. Evaluation générale de l'atelier



a) La structure de l'atelier était suffisamment flexible pour pouvoir répondre aux besoins du groupe

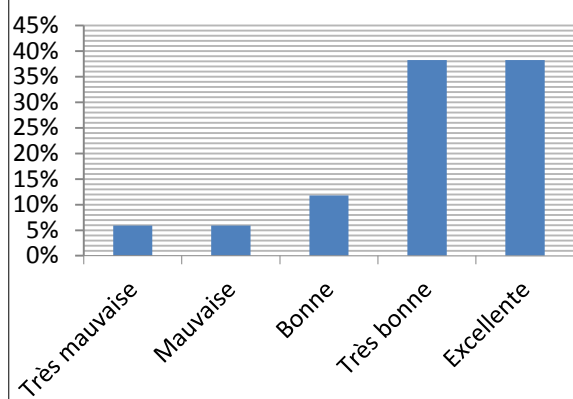


b) Le contenu de l'atelier a répondu à mes besoins/attentes

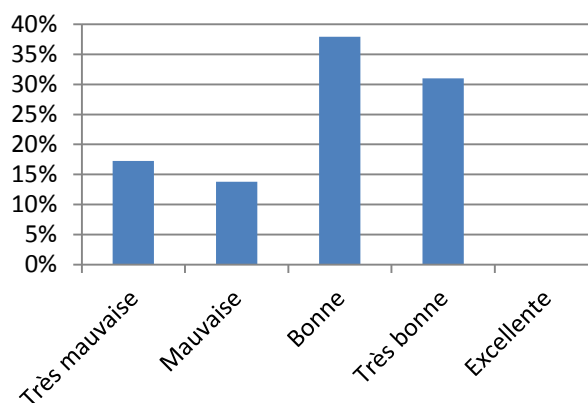




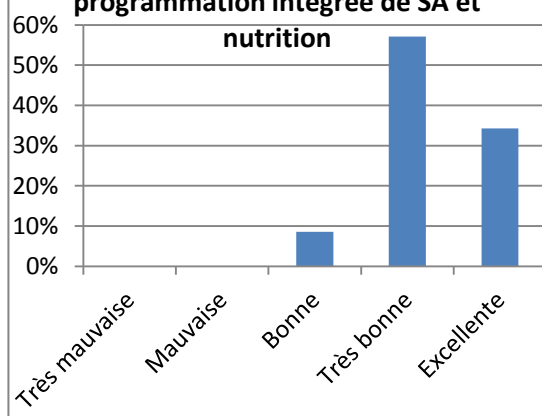
c) Les matériels de l'atelier étaient utiles et pertinents pour mon travail



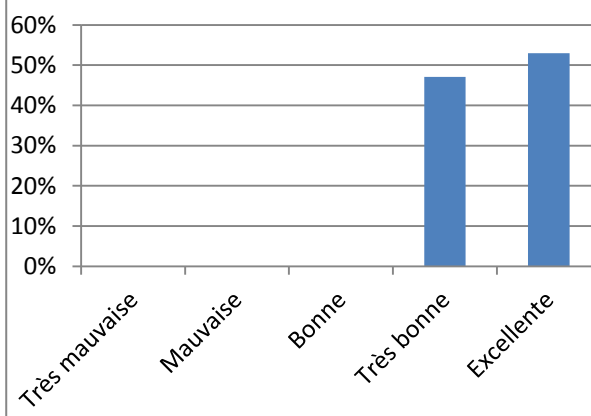
d) La répartition du temps pour les différentes sessions était suffisante

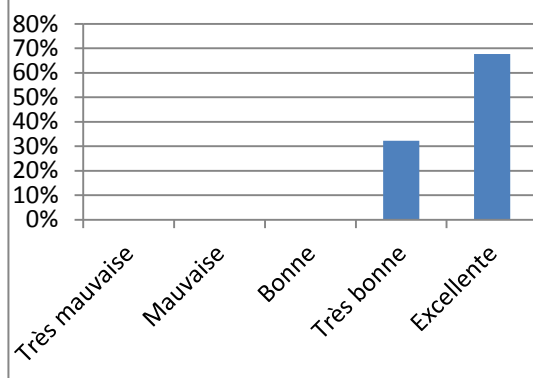
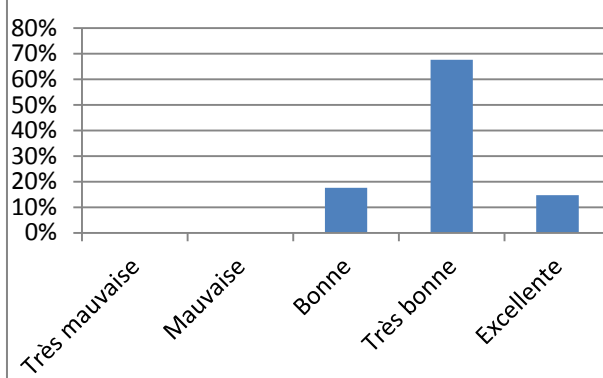


e) L'atelier a permis aux participants d'avoir une compréhension commune des concepts de base pour une programmation intégrée de SA et nutrition

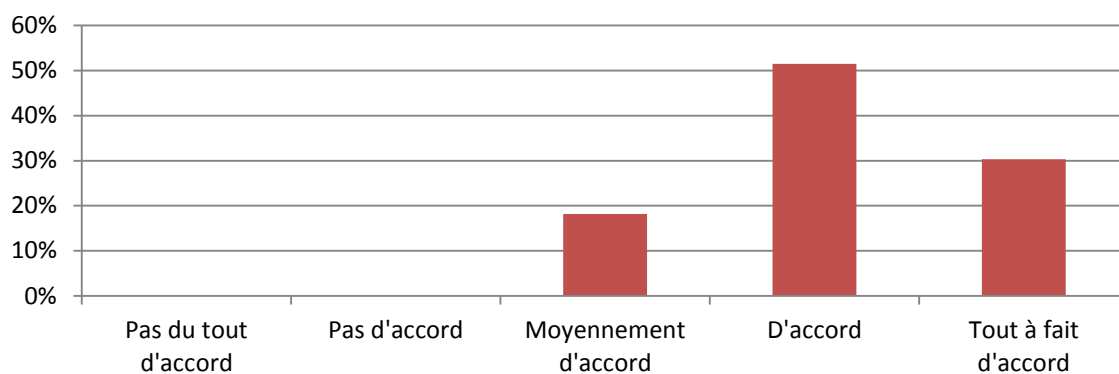


f) Les discussions de groupe étaient utiles et ont aidé à échanger et mieux comprendre les méthodologies pour une planification conjointe.



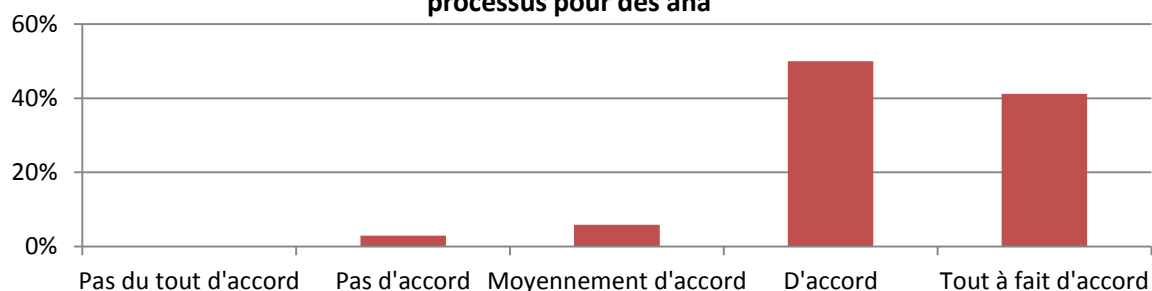
**g) La diversité des profils des participants a permis de riches échanges durant l'atelier****h) La facilitation/animation globale était bien préparée et bien structurée****2. Evaluation par session**

La session "Contexte" était un bon moyen pour comprendre les concepts de base de nutrition et sécurité alimentaire et pour identifier les obstacles pour une programmation qui prenne mieux en compte la nutrition.

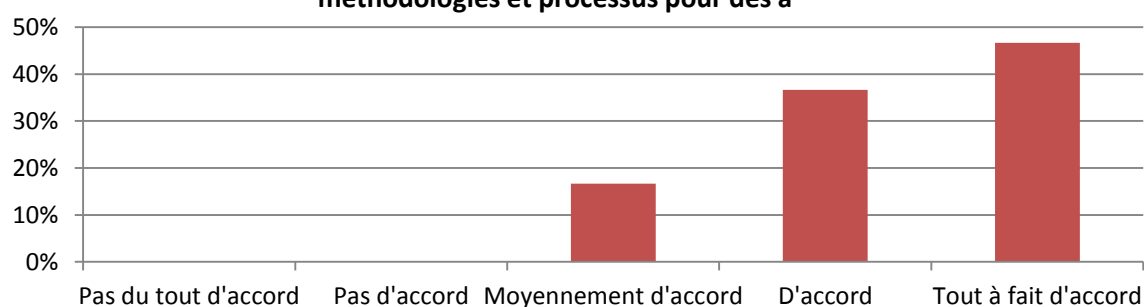




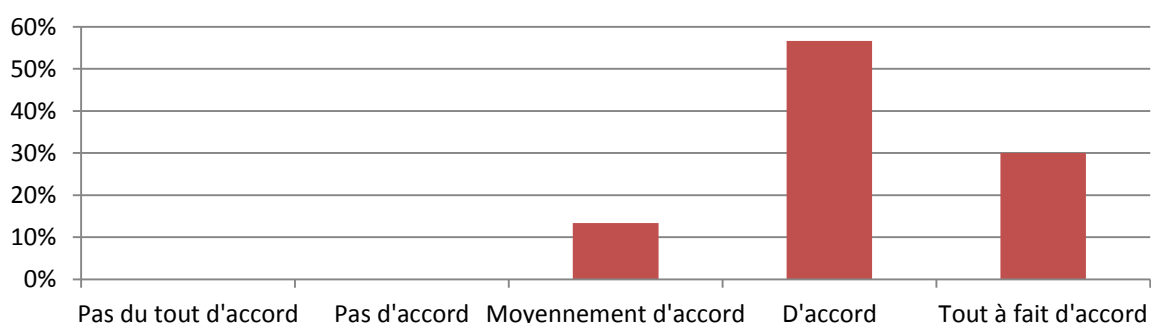
La session “Analyse de la situation” a permis une meilleure compréhension des causes principales de la malnutrition et comment elles sont reliées aux moyens d’existence des personnes, et a permis un partager sur les méthodologies et processus pour des ana



La session 2 “Analyse de la situation” a permis une meilleure compréhension des causes principales de la malnutrition et comment elles sont reliées aux moyens d’existence des personnes, et a permis un partager sur les méthodologies et processus pour des a

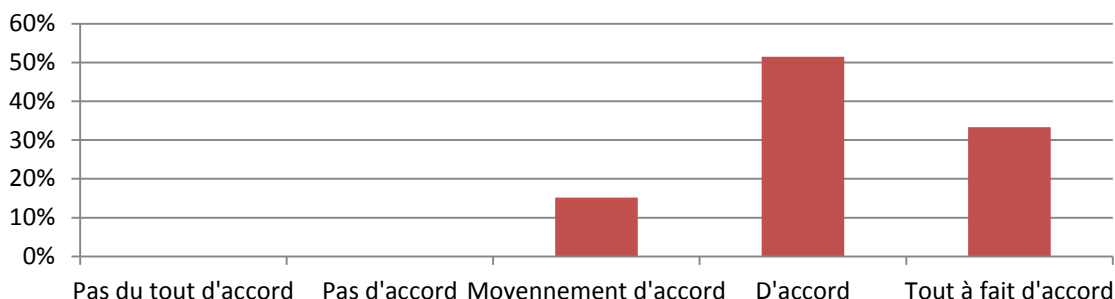


La session 3 “Analyse de la réponse et conception de projet” a aidé à mieux comprendre les rôles partagés des différents secteurs dans l’atteinte d’un objectif nutritionnel commun

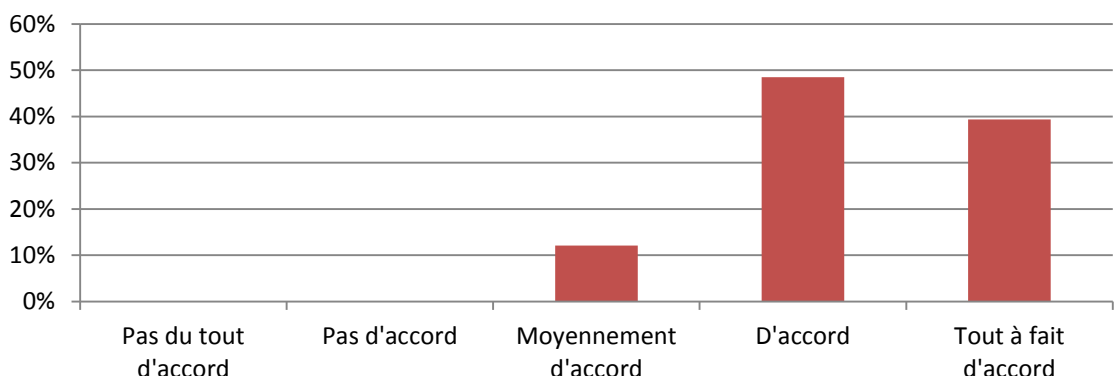




La session “Coordination” a permis d’identifier les contraintes et opportunités pour des mécanismes de coordination plus intégrés entre nutrition, sécurité alimentaire, résilience et autres secteurs pertinents.

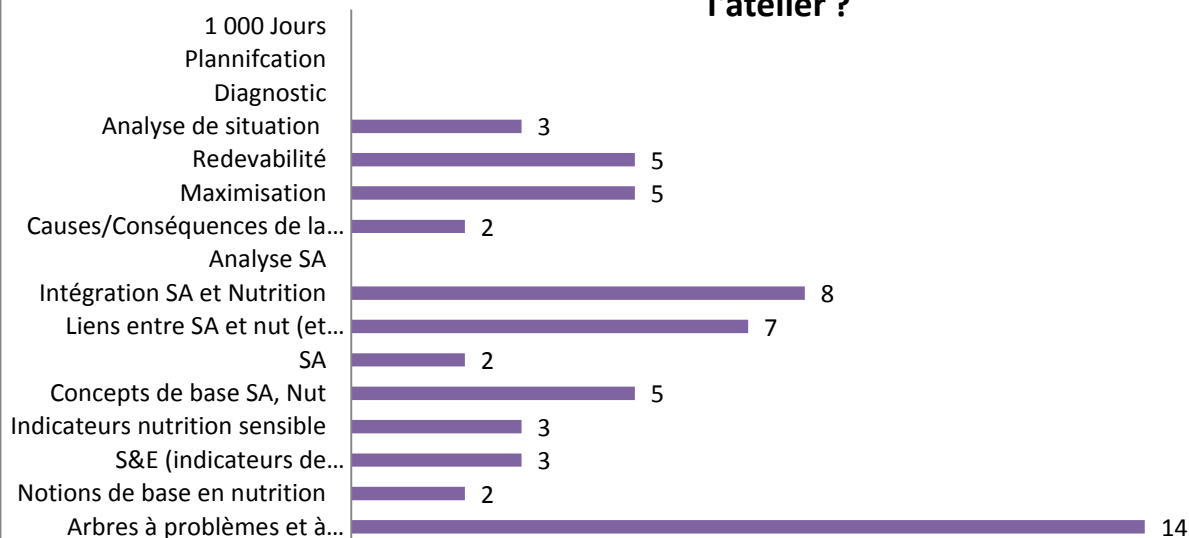


La session “Prochaines étapes” a permis aux participants d’identifier des recommandations concrètes et pertinentes pour promouvoir une meilleure programmation intégrée de la nutrition et de la sécurité alimentaire dans leurs pays.



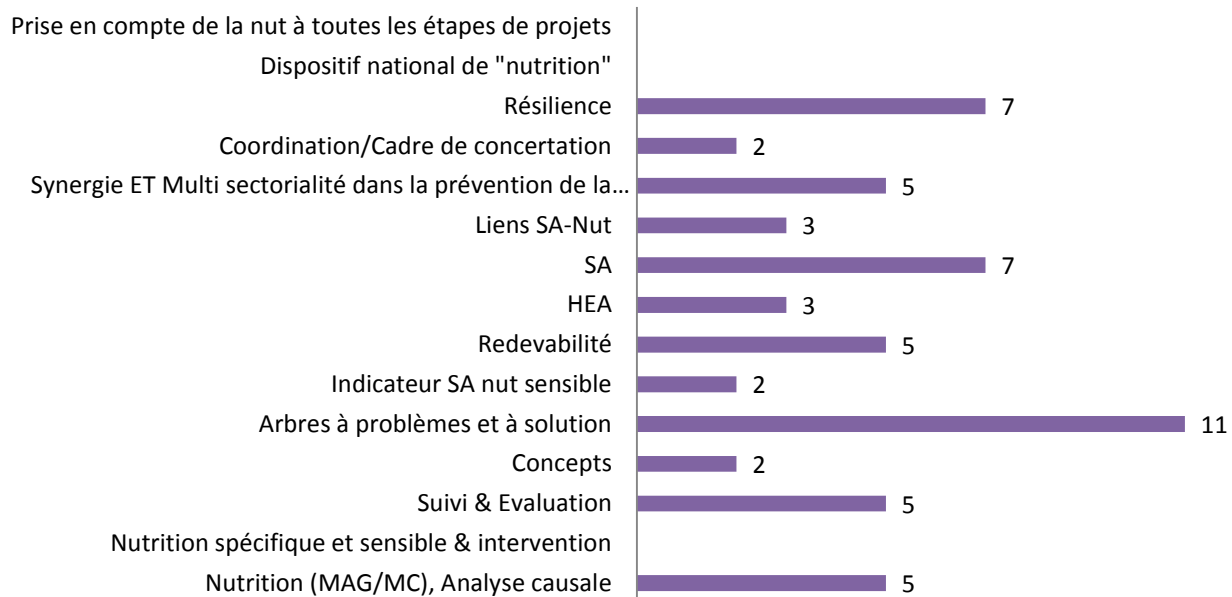
3. Compétences acquises

Quelles nouvelles compétences avez-vous acquises au cours de l'atelier ?





Quelles informations et concepts avez-vous le mieux compris?





ANNEXE 12 : Plans d'action des départements pour une meilleure intégration des programmes de nutrition et de sécurité alimentaire

Prochaines étapes post-atelier de l'atelier régional de Tambacounda au niveau du département de :

Koumpentoum

Vous avez été sélectionnés pour cet atelier de formation en tant que représentants des clusters ou groupes thématiques de sécurité alimentaire et de nutrition dans votre pays/région. A ce titre, vous vous êtes engagés à proposer / mettre en œuvre des actions à la suite de cet événement.

1. Quelles actions recommanderiez-vous pour s'attaquer aux obstacles identifiés lors de la première journée dans votre pays ? Identifiez au moins une action par type d'obstacle que vous proposez de mener à terme.

Obstacles/barrières identifiés à l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire	Action(s) recommandée(s)	Personne /organisation responsable
Difficultés pour une programmation intégrée <ul style="list-style-type: none">- Faiblesse d'analyse des causes (RH ; temps, communauté)- Outils d'analyse conjointe- Manque de vision / objectifs communs (concurrence entre acteurs)- Périodicité de planification différente	Analyse conjointe des causes entre intervenants en utilisant l'arbre à problèmes, HEA Faire une planification conjointe trimestrielle	Nutrition DS, CLM, SDDR, CL, Communauté
Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration <ul style="list-style-type: none">- Expertise sectorielle- Méconnaissance / Incompréhension entre secteurs	Organiser un atelier d'intégration de tous les secteurs (SDDR, CADL, AS Elevage, Santé, Hygiène et Assainissement, Education AT)	FAO, CLM, CRF, CRS
Faiblesse du cadre institutionnel <ul style="list-style-type: none">- Manque de coordination intra et inter-sectorielle / Approche sectorielle- Cadre de coordination non existant- Absence de cadre politique intégrée- Cadre institutionnel par secteur / problème de mandat	Mettre en place un cadre de concertation intégré des différents acteurs de la nutrition et la sécurité alimentaire	Partenaires, CLM
Ressources financières inadaptées <ul style="list-style-type: none">- Approche sectorielle des financements- Manque de ressources financières	Faire des plaidoyers pour une approche multi secteur des financements	CLM et partenaires



Qui parmi-vous pourrait /souhaite être le point focal de cette dynamique pour votre région ?

Point Focal SA (Nom et structure) : **M. Amadou Bassirou DIAWARA (CLM/PRN)**

Point Focal Nut (Nom et structure) : **M. Paul Koumprirou GOMIS (CRF/CRS)**

2. Ne serait-il pas intéressant de prévoir une **restitution** de l'atelier, des arbres à problèmes et barrières à l'intégration dans vos départements afin de déjà contribuer à lever certaines barrières ?
Si oui, avec qui (interne, autres ?)

Oui avec toutes les forces vives du département (autorités administratives, sanitaires, SD de l'Etat ?
ONG et partenaires au développement)

3. Quelle(s) **plateforme(s) déjà existante(s)** pourriez-vous utiliser comme point d'entrée pour la mise en œuvre de ces actions ?

CDD, CLD

4. Quelles **opportunités** existent **pour intégrer** la nutrition et la sécurité alimentaire (et les autres secteurs) dans les **programmes /planification existants ou à venir** ? Comment pourriez-vous les utiliser ?

Une existence de relation entre secteurs (NUT et SA)

5. Comment les **participants** à cette Formation peuvent-ils aider à remplir ces engagements ?

Un atelier de restitution au niveau départementale entre acteurs NUT et SA

6. De quel(s) autre(s) **type(s) de support(s)** (technique, financier, ...) êtes-vous susceptibles d'avoir besoin ?

Support Logistique et financier

7. Quels types de support pourriez-vous attendre des **facilitateurs nationaux** et/ou desquels participants ?

Support technique de la part de FAO, CLM, CRF, CRF



Prochaines étapes post-atelier de l'atelier régional de Tambacounda au niveau du département de :

Bakel

Vous avez été sélectionnés pour cet atelier de formation en tant que représentants des clusters ou groupes thématiques de sécurité alimentaire et de nutrition dans votre pays/région. A ce titre, vous vous êtes engagés à proposer / mettre en œuvre des actions à la suite de cet événement.

8. Quelles actions recommanderiez-vous pour s'attaquer aux obstacles identifiés lors de la première journée dans votre pays ? Identifiez au moins une action par type d'obstacle que vous proposez de mener à terme.

Obstacles/barrières identifiés à l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire	Action(s) recommandée(s)	Personne /organisation responsable
Difficultés pour une programmation intégrée <ul style="list-style-type: none">- Faiblesse d'analyse des causes (RH ; temps, communauté)- Outils d'analyse conjointe- Manque de vision / objectifs communs (concurrence entre acteurs)- Périodicité de planification différente	Mettre en place un cadre de concertation pour l'harmonisation des interventions et la planification intégrée	Les différents partenaires Autorité administrative (Préfet)
Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration <ul style="list-style-type: none">- Expertise sectorielle- Méconnaissance / Incompréhension entre secteurs	Une planification intégrée permet de savoir ce que fait l'autre	Responsable du cadre
Faiblesse du cadre institutionnel <ul style="list-style-type: none">- Manque de coordination intra et inter-sectorielle / Approche sectorielle- Cadre de coordination non existant- Absence de cadre politique intégrée- Cadre institutionnel par secteur / problème de mandat	Mettre en place un cadre de concertation des intervenants NUT/SA	Autorités administratives
Ressources financières inadaptées <ul style="list-style-type: none">- Approche sectorielle des financements- Manque de ressources financières	Rationaliser les ressources à travers les synergies d'action	Partenaires

Qui parmi-vous pourrait /souhaite être le point focal de cette dynamique pour votre région ?

Point Focal SA (Nom et structure) : **M. Landing BADJI CRF/CRS**

Point Focal Nut (Nom et structure) : **M. Mama Fall GOUMBALA Asbef Bakel**



9. Ne serait-il pas intéressant de prévoir une **restitution** de l'atelier, des arbres à problèmes et barrières à l'intégration dans vos départements afin de déjà contribuer à lever certaines barrières ?
Si oui, avec qui (interne, autres ?)

Oui avec le staf, cadre de concertation, relais, collectivités locales

10. Quelle(s) **plateforme(s) déjà existante(s)** pourriez-vous utiliser comme point d'entrée pour la mise en œuvre de ces actions ?

Pas de plateforme

11. Quelles **opportunités** existent **pour intégrer** la nutrition et la sécurité alimentaire (et les autres secteurs) dans les **programmes /planification existants ou à venir** ? Comment pourriez-vous les utiliser ?

Comité départemental de développement (CDD) en SA, NUT, Hygiène/Assainissement, CLD, sessions d'orientations budgétaires des collectivités locales

12. Comment les **participants** à cette Formation peuvent-ils aider à remplir ces engagements ?

Avoir la volonté de développer des projets auprès des autres secteurs non présent et autorités pour la réalisation de ces engagements

13. De quel(s) autre(s) **type(s) de support(s)** (technique, financier, ...) êtes-vous susceptibles d'avoir besoin ?

Matériels, didactiques, PADEX, matériels informatiques

14. Quels types de support pourriez-vous attendre des **facilitateurs nationaux** et/ou desquels participants ?

Présentation des sessions de l'atelier



Prochaines étapes post-atelier de l'atelier régional de Tambacounda au niveau du département de :

Goudiry

Vous avez été sélectionnés pour cet atelier de formation en tant que représentants des clusters ou groupes thématiques de sécurité alimentaire et de nutrition dans votre pays/région. A ce titre, vous vous êtes engagés à proposer / mettre en œuvre des actions à la suite de cet événement.

15. Quelles actions recommanderiez-vous pour s'attaquer aux obstacles identifiés lors de la première journée dans votre pays ? Identifiez au moins une action par type d'obstacle que vous proposez de mener à terme.

Obstacles/barrières identifiés à l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire	Action(s) recommandée(s)	Personne /organisation responsable
Difficultés pour une programmation intégrée <ul style="list-style-type: none">- Faiblesse d'analyse des causes (RH ; temps, communauté)- Outils d'analyse conjointe- Manque de vision / objectifs communs (concurrence entre acteurs)- Périodicité de planification différente	Planification et redevabilité Renforcer les capacités des RH Elaboration d'outils d'analyse conjointe Définition d'une vision commune Coordination trimestrielle	CLM Autorités administratives
Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration <ul style="list-style-type: none">- Expertise sectorielle- Méconnaissance / Incompréhension entre secteurs	Mise en place d'un groupe de travail multisectoriel sensible à la nutrition (fonctionnel)	CLM Autorités administratives
Faiblesse du cadre institutionnel <ul style="list-style-type: none">- Manque de coordination intra et inter-sectorielle / Approche sectorielle- Cadre de coordination non existant- Absence de cadre politique intégrée- Cadre institutionnel par secteur / problème de mandat	Organisation d'une réunion trimestrielle de coordination multisectorielle Elaboration d'un cadre politico – institutionnel intégré	Préfet
Ressources financières inadaptées <ul style="list-style-type: none">- Approche sectorielle des financements- Manque de ressources financières	Mobilisation de ressources financières	CLM

Qui parmi-vous pourrait /souhaite être le point focal de cette dynamique pour votre région ?

Point Focal SA (Nom et structure) : **M. Salif GUISSÉ**

Point Focal Nut (Nom et structure) : **M. Crispin MUKANYA/CRF**



16. Ne serait-il pas intéressant de prévoir une **restitution** de l'atelier, des arbres à problèmes et barrières à l'intégration dans vos départements afin de déjà contribuer à lever certaines barrières ?
Si oui, avec qui (interne, autres ?)
[Oui avec le groupe sectoriel](#)
17. Quelle(s)**plateforme(s)déjà existante(s)**pourriez-vous utiliser comme point d'entrée pour la mise en œuvre de ces actions ?
[RAS](#)
18. Quelles **opportunités** existent **pour intégrer** la nutrition et la sécurité alimentaire (et les autres secteurs) dans les **programmes /planification existants ou à venir** ? Comment pourriez-vous les utiliser ?
[Présence de plusieurs acteurs SA et NUT](#)
[Mise en place d'un cadre de concertation](#)
[Planification et coordination entre acteurs](#)
19. Comment les **participants** à cette Formation peuvent-ils aider à remplir ces engagements ?
[Elaboration et signature de protocole d'accord entre les acteurs](#)
20. De quel(s) autre(s)**type(s)de support(s)**(technique, financier, ...) êtes-vous susceptibles d'avoir besoin ?
[Appui technique et financier](#)
21. Quels types de support pourriez-vous attendre des **facilitateurs nationaux** et/ou desquels participants ?
[Support technique de la CLM FAO UNICEF PAM et les partenaires financiers, les autorités administratives](#)



Prochaines étapes post-atelier de l'atelier régional de Tambacounda au niveau du département de :

Tambacounda

Vous avez été sélectionnés pour cet atelier de formation en tant que représentants des clusters ou groupes thématiques de sécurité alimentaire et de nutrition dans votre pays/région. A ce titre, vous vous êtes engagés à proposer / mettre en œuvre des actions à la suite de cet évènement.

22. Quelles actions recommanderiez-vous pour s'attaquer aux obstacles identifiés lors de la première journée dans votre pays ? Identifiez au moins une action par type d'obstacle que vous proposez de mener à terme.

Obstacles/barrières identifiés à l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire	Action(s) recommandée(s)	Personne /organisation responsable
Difficultés pour une programmation intégrée <ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse d'analyse des causes (RH ; temps, communauté) - Outils d'analyse conjointe - Manque de vision / objectifs communs (concurrence entre acteurs) - Périodicité de planification différente 	Recruter des personnes qualifiées, disponibles Planifier les activités pour tous les différents secteurs Impliquer la population dans les activités Partager les expériences et mettre en commun des outils conjoints Nouer des synergies d'action	Etat et ONG
Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration <ul style="list-style-type: none"> - Expertise sectorielle - Méconnaissance / Incompréhension entre secteurs 	Mettre en place un cadre d'échanges de partage d'expériences, Renforcer les capacités des acteurs	Etat et ONG
Faiblesse du cadre institutionnel <ul style="list-style-type: none"> - Manque de coordination intra et inter-sectorielle / Approche sectorielle - Cadre de coordination non existant - Absence de cadre politique intégrée - Cadre institutionnel par secteur / problème de mandat 	Mettre en place un cadre de concertation Faire un plaidoyer au niveau régional (gouvernance)	ONG
Ressources financières inadaptées <ul style="list-style-type: none"> - Approche sectorielle des financements - Manque de ressources financières 	Faire le plaidoyer pour un plan d'action intégré	ONG

Qui parmi-vous pourrait /souhaite être le point focal de cette dynamique pour votre région ?

Point Focal SA (Nom et structure) : **M. Mbaye KANE DIENG**

Point Focal Nut (Nom et structure) : **M. Amadou Tidiane SOW**



23. Ne serait-il pas intéressant de prévoir une **restitution** de l'atelier, des arbres à problèmes et barrières à l'intégration dans vos départements afin de déjà contribuer à lever certaines barrières ?
Si oui, avec qui (interne, autres ?)

Oui avec les autres

24. Quelle(s) **plateforme(s) déjà existante(s)** pourriez-vous utiliser comme point d'entrée pour la mise en œuvre de ces actions ?

Eau Hygiène Assainissement

25. Quelles **opportunités** existent **pour intégrer** la nutrition et la sécurité alimentaire (et les autres secteurs) dans les **programmes /planification existants ou à venir** ? Comment pourriez-vous les utiliser ?

Comité de sécurité alimentaire

Diffusion d'outils de planification

26. Comment les **participants** à cette Formation peuvent-ils aider à remplir ces engagements ?

Restitution, responsabilisation des activités et tâches

27. De quel(s) autre(s) **type(s) de support(s)** (technique, financier, ...) êtes-vous susceptibles d'avoir besoin ?

Supports techniques et financiers

28. Quels types de support pourriez-vous attendre des **facilitateurs nationaux** et/ou desquels participants ?

Support technique, guide, outils



Prochaines étapes post-atelier de l'atelier régional de Tambacounda au niveau du département de :

Dakar

Vous avez été sélectionnés pour cet atelier de formation en tant que représentants des clusters ou groupes thématiques de sécurité alimentaire et de nutrition dans votre pays/région. A ce titre, vous vous êtes engagés à proposer / mettre en œuvre des actions à la suite de cet événement.

29. Quelles actions recommanderiez-vous pour s'attaquer aux obstacles identifiés lors de la première journée dans votre pays ? Identifiez au moins une action par type d'obstacle que vous proposez de mener à terme.

Obstacles/barrières identifiés à l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire	Action(s) recommandée(s)	Personne /organisation responsable
Difficultés pour une programmation intégrée <ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse d'analyse des causes (RH ; temps, communauté) - Outils d'analyse conjointe - Manque de vision / objectifs communs (concurrence entre acteurs) - Périodicité de planification différente 	Se référer au plan stratégique nutrition et plan sectoriel annuel	CLM/ONG Croix rouge WV, Plan International, Save the Children
Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration <ul style="list-style-type: none"> - Expertise sectorielle - Méconnaissance / Incompréhension entre secteurs 	Renforcer les secteurs en expertise nutritionnel et SA Renforcer les programmes institutionnels en intégrant la nutrition et SA	CLM/ONG Croix rouge WV, Plan International, Save the Children
Faiblesse du cadre institutionnel <ul style="list-style-type: none"> - Manque de coordination intra et inter-sectorielle / Approche sectorielle - Cadre de coordination non existant - Absence de cadre politique intégrée - Cadre institutionnel par secteur / problème de mandat 	Rendre fonctionnel les cadres Mettre en place des cadres au sein des secteurs Penser multisectoriel et agir ensemble	CLM/ONG Croix rouge WV, Plan International, Save the Children
Ressources financières inadaptées <ul style="list-style-type: none"> - Approche sectorielle des financements - Manque de ressources financières 	Faire le plaidoyer sur les financements, intégrer la nutrition/SA, hydraulique etc.....	CLM/ONG

Qui parmi-vous pourrait /souhaite être le point focal de cette dynamique pour votre région ?

Point Focal SA (Nom et structure) : **M. Abdoulaye GUEYE**

Point Focal Nut (Nom et structure) : **Mme Aminata DIOP NDOYE**



30. Ne serait-il pas intéressant de prévoir une **restitution** de l'atelier, des arbres à problèmes et barrières à l'intégration dans vos départements afin de déjà contribuer à lever certaines barrières ?
Si oui, avec qui (interne, autres ?)

Oui avec nos équipes respectives

31. Quelle(s) **plateforme(s) déjà existante(s)** pourriez-vous utiliser comme point d'entrée pour la mise en œuvre de ces actions ?

BEN/CLM, groupe santé nutrition et au sein des équipes de coordination de nos organisations

32. Quelles **opportunités** existent **pour intégrer** la nutrition et la sécurité alimentaire (et les autres secteurs) dans les **programmes /planification existants ou à venir** ? Comment pourriez-vous les utiliser ?

PNDM, Plan stratégique national nutrition, plan sectoriel et plan d'action annuel

33. Comment les **participants** à cette Formation peuvent-ils aider à remplir ces engagements ?

Elaboration et signature de protocole d'accord entre les acteurs

Restitution, utilisation dispositif PRN participants Croix Rouge

34. De quel(s) autre(s) **type(s) de support(s)** (technique, financier, ...) êtes-vous susceptibles d'avoir besoin ?

Financement des ateliers, outils

35. Quels types de support pourriez-vous attendre des **facilitateurs nationaux** et/ou desquels participants ?

Partage des outils, présentation et appui technique



Aide humanitaire
et Protection civile

Cette publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne à travers le projet "Renforcement des capacités pour la sécurité alimentaire". Le contenu de cette publication ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

